

MÉMOIRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Journal de la Société
de l'Histoire et de la Vie
à Sevrans





L'EDITORIAL DE
JEAN-PIERRE FERRAND
PRESIDENT DE LA
SOCIÉTÉ DE
L'HISTOIRE
ET DE LA VIE
A SEVRANS

Cette année, c'est le quartier de Freinville qui est l'objet de nos travaux. Ce nom témoigne de l'importance de l'apport de l'installation des usines Westinghouse dans la formation du Sevrans que nous connaissons aujourd'hui.

Pour ceux qui deviendront sevransais dans quelques années, il sera peut-être un mystère, s'ils ne se plongent pas dans les écrits qui sont les sources de l'histoire locale.

Notre ambition, notre rôle est de collecter et permettre la transmission de la plus grande quantité possible d'informations, de témoignages vérifiés, à ceux qui voudront connaître et comprendre ce qui a fait Sevrans, des origines lointaines à ce siècle commençant.

Nos outils classiques sont la collection d'images et de documents, l'écrit, la présentation d'expositions, l'enregistrement de témoignages audio et vidéo. L'ouverture, (qui n'est qu'esquissée), d'un site sur Internet, devrait nous ouvrir sur la communication moderne, mais elle exigera beaucoup de travail, de temps (qui nous manque souvent) et de bras.

Des bras, jeunes et vigoureux, voilà ce qu'il faut à la S.H.V.S. pour assurer son rôle et son avenir. A bon entendeur...

Sommaire

- | | | | |
|----|--|----|--|
| 2 | Freinville, avant Freinville. | 39 | L'église et la paroisse de Freinville. |
| 6 | Naissance et développement... | 43 | L'école LAURENÇON. |
| 22 | ... une histoire de plus d'un siècle. | 45 | Évocation du vieux SEVRANS. |
| 28 | La Résistance et l'usine WESTINGHOUSE | 47 | L'église Saint-Martin de SEVRANS. |
| 30 | Souvenirs d'un ancien de la compagnie ROBESPIERRE. | 49 | La maison CANDA. |
| 32 | ... des témoins évoquent leur carrière. | 52 | Sur le chemin de l'école. |
| 34 | Une vie d'ouvrier, une vie de luttes. | 53 | Quelques maîtres de jadis. |
| 37 | Grèves à la Westinghouse. | 54 | Une journée en Valois. |
| | | | Sources pour l'histoire locale. |

FREINVILLE, AVANT FREINVILLE

La forêt de BONDY subit les grands défrichements accordés aux établissements religieux : Prieuré de Saint-Martin-des-Champs, de Bondy et Sevrans.

par J.MORTUREUX

La fondation de l'Abbaye de Livry en 1197 s'accompagna de 7ha de mise en culture.

Jusqu'au 17^{ème} siècle, la forêt fut particulièrement dégradée par la collecte de bois de chauffage et l'on suppose que les forêts françaises auraient presque disparu sans l'Ordonnance des Eaux et Forêts prise par Colbert en 1669.

Comme toute forêt ancienne, celle de Bondy révèle un passé d'événements tragiques et même de légendes qui se perpétuent encore de nos jours.

« Cette fameuse forêt de Bondy qui tend à disparaître petit à petit, nous dit LAMAILLE en 1900, était autrefois un repaire de brigands, un coupe-gorge. On prétend que CHILDERIC II, roi d'Austrasie, y fut assassiné par BODILLON en 673 et qu'elle fut témoin du meurtre d'AUBRY DE MONTDIDIER. J'ai ouï dire qu'un propriétaire possédant de riches immeubles à Vaujours et à Sevrans aussi bien qu'ailleurs, descend d'un coupe jarret de la forêt de Bondy qui s'est enrichi par ses rapines. Je tais son nom parce que plusieurs membres de sa famille habitent encore nos environs. »



La forêt de Bondy telle qu'elle subsistait en 1815 après percement du canal



En note, suite à ce texte, LAMAILLE écrit :
 « En mai 1844, les élèves des séminaires de Versailles et Paris, procédèrent au renouvellement des trois croix détériorées par le temps qui avaient été plantées par des mains inconnues et déposèrent dans les archives de l'église située sur les territoires de la commune de Clichy-sous-Bois la légende suivante inscrite en lettres d'or sur une vieille toile bleue : « Trois marchands angevins

passant dans ce bois furent pris par des voleurs et attachés en ce lieu à des arbres, où ils demeurèrent un jour et une nuit. Se voyant en tel danger, se vouèrent à la Sainte Vierge. Incontinent, un ange les délivra, et en reconnaissance du bienfait reçu, ils dressèrent un petit autel et y mirent cette image de leur bienfaitrice ; depuis les miracles et guérisons y ont été si fréquents et si grands, que l'on a *basti* cette chapelle, qui s'augmente de plus en plus, par les pieuses libéralités des affectionnés pèlerins. »

A.E. FROSSARD dans ses « Recherches Historiques sur le Sanctuaire et le pèlerinage de Notre-Dame des Anges » présente une version plus complète de la légende :

« Au temps où nul n'osait traverser la forêt de Bondy, trois riches marchands angevins qui se rendaient à Paris pour leur commerce sont arrêtés non loin de là par des voleurs, qui après les avoir entraînés au plus épais du bois, les dévalisent, les garrottent chacun contre un arbre et les abandonnent ensuite. Et cet abandon était, de la part de ces bandits, un raffinement de cruauté. C'était condamner leurs victimes à mourir de besoin, car personne ne s'avisait de pénétrer dans ces lieux redoutés ; il était certain qu'on ne viendrait pas les délivrer et ce qui devait encore ajouter à l'horreur du supplice de ces malheureux, c'est qu'on les avait attachés au bord d'un limpide ruisseau dont la vue devait aiguillonner leur soif.



Illustration d'un pèlerinage vers 1855

En pareille situation, deux des pauvres captifs se mirent à désespérer et à gémir, mais le troisième se souvenant que ce jour était le huitième de septembre, anniversaire de la naissance de la Sainte Vierge, se mit à implorer son assistance avec une extrême ferveur. Aussitôt le ciel s'entrouvre, un céleste messager visible seulement pour l'heureux délivré, descend, brise les liens, puis remonte au bienheureux séjour du ciel. La surprise des deux autres fut grande, quand au milieu de leurs lamentations, ils virent tout à coup leur compagnon d'infortune qui, débarrassé de ses entraves, vint les délivrer à leur tour, et leur étonnement se changea en transports de joie, quand ils apprirent à quelle intercession ils étaient redevables de leur liberté. Aussi firent-ils le vœu de construire près du ruisseau une chapelle dédiée à la Reine des Anges. Et ce vœu fut fidèlement rempli. »

Toujours suivant FROSSARD, la chapelle aurait été édiflée en 1212. Un oratoire signalé vers 1500 fut détruit en 1663. La chapelle actuelle, dont bien des Sevranais âgés gardent le souvenir nostalgique des pèlerinages qu'ils y firent, fut construite en 1808.

LA FORET DE BONDY, HERITAGE ROYAL

La forêt de Bondy, couvrant plus de 300ha au 19^{ème} siècle, touchait les communes de Bondy, Aulnay, Sevran, Vaujours, Livry, Clichy-sous-Bois, Coubron.

La forêt de Bondy faisait partie de l'apanage de la famille d'Orléans. Ce terme représentait « une portion du domaine royal accordée aux cadets de la Maison de France en compensation de leur exclusion de la couronne » (Le Robert). Ainsi Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV comptait la forêt de Bondy dans la dotation.

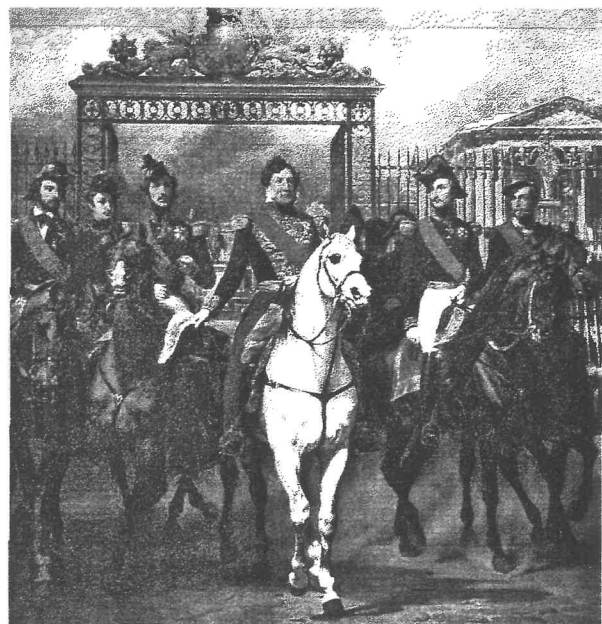
Un peu plus tard, son Altesse Royale Monseigneur Louis Philippe Joseph d'Orléans recueille la forêt. Il s'est marié avec une des plus riches héritières de France : Adélaïde de Bourbon PENTHIEVRE. Une ancienne allée du bois, devenue rue, en porte toujours le nom à Livry.



Louis Philippe Joseph se fit élire député du Tiers Etat à la Convention et prit le nom de Philippe Egalité. Il vota la mort de son cousin Louis XVI et fut à son tour guillotiné le 6 novembre 1793. L'Histoire retiendra le nom de deux de ses enfants : Louis Philippe Duc d'Orléans et sa sœur Adélaïde Princesse d'Orléans. De 1817 à 1830, le Duc d'Orléans entreprit de restaurer sa fortune aidé par ses cousins Louis XVIII puis Charles X. Mais pour prétendre recueillir l'héritage de Philippe Egalité, il dut rembourser les 30 millions de dettes paternelles.

Le 9 août 1830, Louis Philippe monte sur le trône. Agé de 57 ans, le couple royal a eu 8 enfants :

- Cinq fils : les Ducs d'Orléans, de Nemours, d'Aumale et de Montpensier, le Prince de Joinville
- Trois filles : Louise Marie qui devint Reine des Belges en épousant Léopold 1^{er}, Marie Princesse de Wurtemberg et Clémentine Princesse de Saxe-Cobourg-Gotha.



NOUVELLE CHUTE DE LA ROYAUTE

En 1848, la République réapparaît provisoirement tandis que Louis Philippe est contraint à un nouvel exil. Il décède en 1850 en Angleterre.

Louis Napoléon Bonaparte est élu à l'Assemblée Constituante, puis élu à la présidence de la II^{ème} République le 10 décembre 1848. Il se présente comme le protecteur du suffrage universel, de la religion et du monde ouvrier. Ainsi Louis Napoléon considérait que ce qu'un chef d'Etat reçoit de la nation doit faire retour à la nation. Aussi crut-il de son devoir d'annuler la dotation de Louis Philippe accordée à ses enfants, en dépit de l'avis de certains de ses ministres qui lui offrirent leur démission.

Les biens de la famille d'Orléans furent saisis et destinés à des institutions de bienfaisance ou d'intérêt général « un décret rendu par Louis Napoléon, Président de la République, le 22 janvier 1852 a confisqué au profit de l'Etat la forêt de Bondy et généralement tous les biens appartenant à la famille d'Orléans ».

A la suite de ce décret, des aliénations furent consenties par l'Etat. Mais ce qui restait des immeubles confisqués fut rendu à la famille d'Orléans par une loi de l'Assemblée Nationale en date du 21 décembre 1872 (acte de vente de Me Henri VIENOT à Paris).

Lamaille précise dans ses Annales (1890) à propos de la forêt de Bondy que 21ha en furent détachés pour la construction du chemin de fer et l'établissement de la Poudrerie Nationale.

La Société Civile de la Forêt de Dreux

Cette société a été constituée pour une durée de 99 années à compter du 1^{er} juillet 1886. Le siège a été fixé 59 rue de Varenne à Paris. La société avait pour but d'administrer en commun les immeubles et les biens apportés à la société.

Cette société était constituée entre :

I. Monseigneur Louis Philippe Albert d'Orléans, Comte de Paris, demeurant à Paris, rue de Varenne N°57

II Monseigneur Robert Philippe Louis Eugène Ferdinand d'Orléans, Duc de Chartres, demeurant à Paris, avenue du Bois de Boulogne N°19

III Monseigneur Louis Charles Philippe Raphaël d'Orléans, Duc de Nemours, demeurant à Paris, avenue du Bois de Boulogne n°19

IV Monseigneur François Ferdinand Philippe Louis Marie d'Orléans, Prince de Joinville, demeurant à Paris, avenue d'Antin n°65

V Monseigneur Henri Eugène Philippe Louis d'Orléans, Duc d'Aumale, demeurant à Paris, rue de l'Élysée N°4

VI Monseigneur Antoine Marie-Philippe Louis d'Orléans et des Deux Siciles, Duc de Montpensier, Infant d'Espagne, demeurant à Séville (Espagne)

VII Sa Majesté Léopold II (Léopold Louis Philippe Marie Victor) Roi des Belges, demeurant au Palais Royal de Bruxelles

VIII Son Altesse Royale Monseigneur Philippe Eugène Ferdinand Léopold, Comte de Flandre, demeurant en son palais à Bruxelles

IX Sa Majesté Marie Charlotte Amélie Augusta Victoria Clémentine Léopoldine, Impératrice du Mexique, veuve de Sa Majesté Ferdinand Maximilien Joseph, demeurant au Château de Bouchout (Belgique)

X Son Altesse Royale Monseigneur Philippe Alexandre Marie Ernest, Duc de Wurtemberg, demeurant à Vienne (Autriche)

XI Son Altesse Royale Marie Clémentine Caroline Léopoldine Clotilde d'Orléans, veuve de Son Altesse Royale Monseigneur Auguste Louis Victor, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg-Gotha, demeurant à Vienne (Autriche)

La forêt de Bondy, représentant au total 306ha de bois environ, a été apportée avec d'autres biens à la Société Civile de Dreux par tous les Princes et Princesses sus nommés de la famille d'Orléans pour une somme de 1.100.000 francs, ce qui a porté à 5.600.000 francs le capital social ainsi qu'il résulte d'un acte reçu par Mes LANQUEST et FONTANA, notaires à Paris, le 27 novembre 1886 (*Extrait d'acte de vente de Me Henri VIENOT à Paris in La vie quotidienne de Louis Philippe, d'Anne MARTIN-FUGIER et Louis Napoléon Le Grand, de Philippe SEGUIN*)

La famille d'Orléans nous a laissé un héritage d'allées et d'avenues qui sectionnaient ce secteur de la forêt de Bondy à Sevran comme à Livry :

- Les allées des Maréchaux LAMORICIERE, BUGEAUD, de La SMALA célébraient la conquête de l'Algérie.

- Le Maréchal GERARD qui fut ministre de la guerre de Louis Philippe en 1830

- L'allée de Conti en l'honneur des BOURBON-CONTI, dont certains membres se distinguèrent dans les campagnes de Louis XIV et Louis XV

- Bourbon également Adélaïde de PENTHIEVRE arrière-petite-fille de Louis XIV, épouse de Philippe Egalité, qui transmit une partie de sa fortune personnelle à Louis Philippe. Cette allée demeure à Livry alors qu'elle a pris le nom de MASSENET à Sevran, après la dernière guerre. ■

NAISSANCE & DEVELOPPEMENT DE FREINVILLE

Chronique d'un quartier 1892-1925

par J. MORTUREUX

A Sevrans, à la fin du 19^{ème} siècle, la forêt vient mourir le long de la voie du chemin de fer du Nord jusqu'à l'allée de la Smala. Cette petite portion sud-ouest du territoire sevransais était, et demeure, quadrillée de multiples allées aux noms de personnages en liaison avec la famille d'Orléans.

Il ne faut pas oublier que les allées étaient des chemins de terre, au milieu des bois, réservés au passage des convois des forestiers.

En 1890, cette zone n'était pas identifiée, ni apparemment rattachée à aucun autre lieu susceptible d'être recensé comme lieu de population éparse. Pourtant la ligne de chemin de fer de l'Est passait déjà sur ce territoire mais les trains ne s'arrêtaient pas à Sevrans.

Le Maire de Sevrans, Hyppolyte DAVID, sentait bien qu'il fallait exploiter l'opportunité du passage du chemin de fer pour faire vivre ce petit coin de Sevrans inconnu. Enfin, pas pour tout le monde justement.

Aussi, au mois de mai 1890 :

« M. le Maire expose au Conseil qu'une halte située vers le pont de Rougemont, sur le chemin de fer d'Aulnay à Bondy, serait plus utile au public que la station de l'Abbaye qui est, en quelque sorte perdue et à laquelle on arrive difficilement.

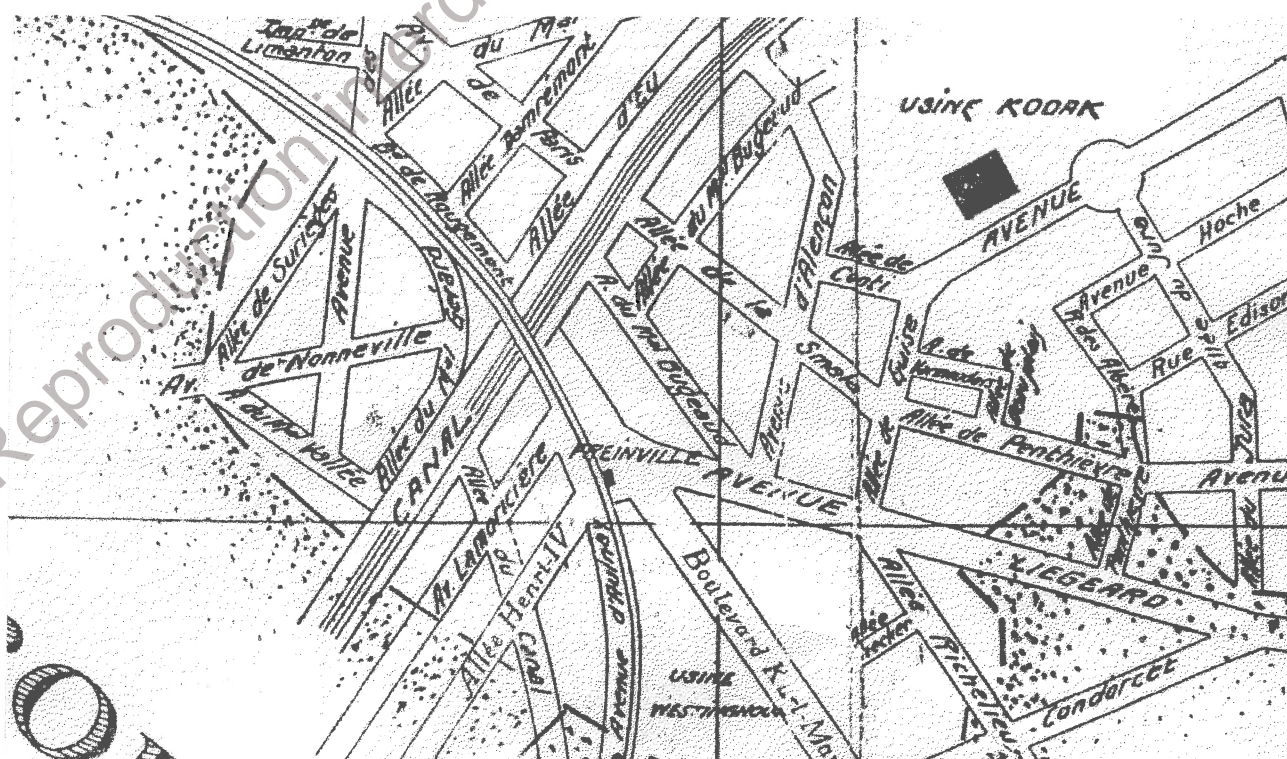
Le Conseil considérant :

- que la station de l'Abbaye, par son isolement, son éloignement et son accès peu commode, ne rend aucun service à la commune de Sevrans

- que le canal de l'Ourcq attire chaque année un grand nombre de pêcheurs, baigneurs et promeneurs parisiens ou d'ailleurs, qui se portent généralement vers le pont de Rougemont

- qu'à cet endroit une gare à plâtre importante vient d'être construite, qui sera habitée et autour de laquelle peuvent se grouper plusieurs maisons

- qu'une halte en forme d'abri comme au Raincy serait plus utile, placée près du canal, que la station de l'Abbaye »



Le quartier de Freinvillie se dessine



La halte de Freinville

Au 19^{ème} siècle, de nombreux événements ont marqué le petit village de Sevrans, et les habitants s'habituent au changement. Il y eut d'abord le creusement du canal de l'Ourcq achevé en 1826, puis la ligne de chemin de fer du Nord en 1862 et la Poudrerie achevée après la terrible occupation allemande en 1872.

Une usine à la campagne

En 1892, c'est l'installation de la Société des Freins Westinghouse qui crée le dernier événement du siècle.

Le 9 octobre, le Conseil Municipal considérant :

« - que la Société des Freins Westinghouse a presque terminé la construction sur le territoire de Sevrans à environ 1500m du chef-lieu communal d'une usine importante, laquelle occupera un grand nombre d'ouvriers qui viendront se fixer dans la localité

- qu'autour de cette usine, il s'est déjà groupé plusieurs maisons de commerce sérieuses dont la stabilité est assurée

- que dans un avenir très rapproché, il y aura en cet endroit une agglomération de maisons qui ne tarderont pas à s'élever par suite du

lotissement de la forêt de Bondy, dans laquelle est enclavée la dite usine et du prix peu élevé du mètre carré de ce lotissement

- qu'il existe encore au même lieu une gare à plâtre appartenant à M. LECLAIRE, dont l'importance s'accroît chaque jour

- que cette partie de territoire est favorable à tout point de vue à l'établissement d'usines, maisons de plaisance, d'ouvriers ou autres constructions

- qu'il sera important de relier cet écart au chef-lieu de la commune et à la gare du chemin de fer

- affecte toutes les sommes placées au Trésor pour la construction d'un chemin conduisant de Sevrans à l'usine des Freins Westinghouse ou pour l'entretien ou l'amélioration de divers chemins communaux »

Des problèmes de chemins

Les accès à l'usine seront un des premiers soucis du Maire et du Conseil. A vrai dire, nul ne s'était préoccupé de savoir à qui appartenaient les différentes allées de la forêt de Bondy sur le territoire de la commune.

C'est la constatation du Maire, Léon SAVOYE, suite à une demande de renseignements à la Société Civile de Dreux.

Une lettre du 15 juin 1892 de cette société, chargée de la vente de parcelles de la forêt, précise que l'ancien chemin d'Aulnay à Livry a été cédé par la commune d'Aulnay en 1835 à Mme de GOURGUES « depuis le canal et à travers les bois de cette dame, puis où il pénètre dans la forêt sur une longueur d'environ 60 mètres : cette partie est boisée. Et par la commune de Sevrans, à partir de ce dernier point, jusqu'à la route de Rougemont, vers 1828, au Duc d'Orléans : cette partie est actuellement boisée. »

Mais le Conseil pensait-il vraiment choisir la bonne solution, cette même année 1892 ?

« Afin d'éviter des complications ultérieures qui pourraient se produire tôt ou tard, entre les communes de Livry et Sevrans au sujet de l'allée Liégerard et désirant que ces deux communes restent toujours en bons rapports, le Conseil Municipal demande à celui de Livry de prendre possession de la partie de l'allée Liégerard qui se trouve sur le territoire de Sevrans. »

Livry s'engagerait à faire sur cette partie les mêmes travaux d'ornementation et d'entretien des fossés dont le coût serait remboursé par Sevrans à la commune de Livry.

La commune de Livry accepta cette portion d'allée, mais au début du XX^{ème} siècle, Sevrans fut convaincue de son erreur. Après de nombreuses péripéties et marchandages avec Livry, pour l'évaluation des dédommagements, l'acte de vente signé le 3 octobre 1903, rétrocède la portion communale de l'allée Liégerard à Sevrans.

Le début du peuplement

Entre les recensements de 1896 et 1901, peu de différences :

	1896	1901
Population globale à Sevrans	1 028	1 073
Nombre de maisons	114	157
Population à Freinvillie	34	40
Nombre de maisons	6	6
Commerçants (chef de famille)		4
Ouvriers, employés à Westinghouse		12



En 1901 :

- un couple de concierge vit à l'usine et un ouvrier ajusteur
- une famille de restaurateurs, HOUDRE, avec leur fils employé et trois pensionnaires mécaniciens à l'usine, occupent une maison
- marchand de vin, c'est la profession du couple LAGACHE ainsi que du couple LAMOTTE qui a une fille. Un domestique de 16 ans et 5 pensionnaires mécaniciens complètent les résidents de cette maison
- par ailleurs, il existe un troisième commerce de vin tenu par une femme logeant 5 pensionnaires
- une autre maison est occupée par une famille de six personnes, dont le chef est comptable.

Même avec sa nouvelle grande usine, Freinville est toujours qualifié de hameau. Hors les marchands de vin et les restaurateurs, on ne relève aucun commerce.

Enfin, Freinville va voir les trains de voyageurs s'arrêter. La décision est prise le 5 février 1899. La halte se trouvera au droit de l'usine et portera le nom de Freinville-Sevrans. C'est la Compagnie des Freins qui fournit la majorité des frais de construction du quai sablé avec

bordure en pierre de 100m de long, la clôture correspondante et un portillon, sans oublier 2 poteaux et 3 lanternes. Elle se chargera également de la distribution des billets, de l'éclairage des lampes. Sur le devis de 1 500F, le Conseil Municipal décide une participation de 100F.

Une équipe de joyeux animateurs

La halte sera inaugurée le 24 juin 1900 : Mrs LAMOTTE, LAGACHE, HOUDRE proposent l'organisation d'une fête à « FREINVILLE-SEVRANS » à cette occasion. Celle-ci sera perpétuée tous les ans le 2^{ème} dimanche de juin. Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité et vote une subvention de 100F. La Commission des Fêtes devra s'entendre avec le Comité de Freinville pour l'organisation (voir notre n°6 de Mémoire d'Hier et d'Aujourd'hui, « Une halte à Freinville »).

Ces commerçants avaient certainement un côté joyeux lurons, comme en témoigne un extrait des statuts de l'association « La Freinilloise » :



Sevrans. — Avenue Liégeard.

Pivost, tabac. - Sevrans

- Article 1 - Il est fondé à Freinville, le 14 mai 1896, une fanfare sous le nom de la Freinvilloise

- Article 11 - Les discussions politiques et religieuses sont formellement interdites aux réunions et sorties (tout à la rigolade)

- Article 12 - Chaque sociétaire devra être possesseur de son instrument qui ne sera qu'en zinc ou en carton - Article 17 - Les Censeurs Commissaires sont chargés :

1) De vérifier les livres tous les 3 mois

2) Faire la police des réunions et de faire faire le plus grand silence

- Article 24 - Les réunions et répétitions de l'association se feront chez Monsieur LAMOTTE, marchand de vin à Sevran, avenue Liégeois - Freinville.

Une remarque sur l'article 12 : la qualité des instruments ne peut qu'évoquer les « Joyeux Bigophones » du Pont Blanc qui se sont manifestés 25 ans plus tard.

La fête de Freinville paraît installée dans la durée car au mois d'août 1901, le trio organisateur, LAMOTTE, LAGACHE et HOUDRE sollicitent une subvention supplémentaire au Conseil Municipal, mais las ! Certains membres proposent une somme soit excessive, soit ridicule, si bien que rien n'est voté.

Le sujet suivant, examiné par le Conseil est « une lettre de M. LAGACHE demandant l'autorisation de la création d'une société de trompettes à Freinville-Sevran. Adopté à l'unanimité ». Mais cette fois, la nature des trompettes n'est pas précisée.

En ce début de XXème siècle, les Freinvillois ont l'avantage d'avoir une usine à la campagne, mais ils sont encore loin d'être à la ville.

La population réclame un minimum de commodités.

En 1899, le Conseil décide de demander à la ville de Paris, l'autorisation de mettre en quelques endroits du chemin longeant le canal vers Freinville (Paris est propriétaire du canal et des berges) du gravier ou du mâchefer, afin de donner un chemin praticable surtout pour les enfants de Freinville venant à l'école (l'unique école A.Crétier actuellement se trouve au centre de l'agglomération).

La même année, le Maire décide de demander une boîte aux lettres à l'administration des Postes pour Freinville.

Les Freinvillois auront plus de chance avec la Compagnie des Chemin de Fer. Il avait été demandé que tous les trains s'arrêtent à Freinville le 20 juin 1901. Satisfaction sera donnée aux usagers dès l'hiver 1901.

Mais il n'y a toujours pas d'eau potable et les habitants déposent une pétition en 1903 pour la pose d'une borne fontaine. Hélas, le Conseil décide d'en subordonner l'exécution à la vente des arbres de l'allée Liégeois, le budget ne permettant pas actuellement de financer la fontaine.

Enfin, après 5 ans, le Conseil décide (le 25 juin 1904) qu'une demande sera adressée à l'administration des Postes, pour qu'une boîte aux lettres soit placée au hameau de Freinville-Sevran et prend la délibération suivante :

« Considérant que le hameau de Freinville-Sevran se trouve éloigné d'au moins 1 500m de tout bureau ou boîte aux lettres.

Considérant que cette partie de la commune est en état complet de développement, qu'elle compte déjà plus de 47 familles (contestable, le recensement de 1906 donne 96 individus n.d.l.r.), que l'usine des Freins Westinghouse occupe un personnel d'au moins 280 ouvriers.

Considérant en outre que l'éloignement de toute boîte aux lettres dans cet endroit déjà si peuplé est très préjudiciable aux intérêts de tous les habitants, des commerçants et des entrepreneurs qui se trouvent constamment sur les travaux en construction et aussi au nombreux personnel de l'usine.

Considérant que de nombreux Parisiens viennent pour les dimanches à Freinville, attirés par les charmes des bois et le plaisir de la pêche.

Le Conseil prie l'administration des Postes d'autoriser la création d'une boîte aux lettres à Freinville.

M. LAMOTTE est chargé de faire parvenir une liste des familles pour être annexée à cette délibération. »

Par ailleurs, M. LAMOTTE souhaite que des demandes soient faites auprès du Directeur de la Compagnie Générale des Eaux pour amener l'eau à Freinville.



Cliché Henry. - Edition Bouzin

384. - FREINVILLE (S.-et-O.). — Le Marché.

Mais la question est toujours liée à la vente des arbres de l'avenue Liégeard et le Maire renouvelle au Préfet sa demande d'autorisation de vente.

En juin 1905, Mrs LAMOTTE et LAGACHE, cafetiers de Freinville, demandent l'ouverture d'un débit de tabac. La commune demande la création urgente au Préfet, d'un sous-débit de tabac afin qu'il fonctionne le plus tôt possible. Mais les cafetiers ne doivent pas compter que des amis, car le Conseil est saisi le mois suivant de plusieurs plaintes contre les terrasses encombrant le trottoir :

« Le Conseil décide de les supprimer et un arrêté sera pris. »

Il faudra attendre novembre 1908 pour que M.DEROCQ demande l'installation de 3 becs de gaz à Freinville :

- 1 au pont de Freinville
- 1 gare de Freinville
- 1 rond-point de l'avenue du Maréchal Bugeaud.

Ainsi, Freinville s'oriente un peu plus tard vers la ville, mais tant d'autres éléments font défaut.

Même au recensement de 1911, on ne relève aucun commerce alimentaire. M.GROSMAN,

qui détient déjà la concession du marché du centre de Sevrans, est sollicité pour créer un marché à Freinville pour 12 années. Il s'engagera à construire un hangar, et ce marché aura lieu en même temps que celui de Sevrans.

En juin 1909, les habitants de Freinville présentent une pétition pour l'établissement d'une école. La demande est renvoyée en commission des finances. Un peu plus tard, trois conseillers sont chargés de faire une enquête pour évaluer le nombre d'enfants de 6 à 13 ans habitant Freinville. En septembre de la même année, M. ORY propose en attendant la construction d'une école, que les enfants soient accompagnés jusqu'à l'usine, le soir pendant les mois de novembre à janvier. La personne les accompagnant sera munie d'une lanterne et une indemnité de 1F par jour sera accordée. Ces mesures paraissent encourageantes pour l'avenir.

Freinville risque l'asphyxie... Si on ne développe pas son réseau de chemins.

A la fin de 1910, on se contente de stabiliser quelques chemins en achetant 3 wagons de mâchefer.

Mais en février 1911, M. TOURNOUD tire la sonnette d'alarme : « ...il est grand temps de faire les demandes officielles pour relier Sevrans à Freinville. ». Il propose de nommer une commission pour s'entendre avec les propriétaires de terrain où passe le tracé de la route.

M. DEROCQ demande le goudronnage de l'avenue Liégeard. « Le Conseil n'est pas de cet avis, mais la commission des chemins verra s'il n'y a pas lieu de réparer l'empierrement défectueux. »

A propos de chemins, justement, M. LAMOTTE (même si son commerce est installé avenue Liégeard) donne la priorité à l'intérêt collectif en demandant que la commune veuille bien recevoir les chemins offerts par la Société Civile de Dreux (notamment les allées de Richelieu, Condorcet, du Beaujolais...). Le mois suivant, le 29 mars, le projet de cession est adopté à l'unanimité. Le Conseil décide que les chemins seront classés par la voirie rurale et autorise le Maire à faire l'acquisition de ces chemins.

L'acte de vente est signé, le 18 avril 1911, entre le Directeur de la Société Civile de Dreux, M. Robert HATTE, Comte de Chevilly et M. Augustin MOREAU, Maire de Sevrans.

Il s'agit :

1) d'une bande de terrain de 212m sur 10m de large dite allée de Richelieu

2) d'une bande de terrain de 78m sur 12m de large dite allée Condorcet

3) d'une bande de terrain de 211m sur 8m de large dite allée du Canal

4) d'une bande de terrain de 90m sur 8m de large dite allée de Vermandon

5) d'une bande de terrain de 87m50 sur 8m dite allée du Beaujolais

Ces allées représentent une surface totale de 6169m². M. MOREAU fait cette acquisition avec l'intention de faire classer ces allées en chemins ruraux, il s'engage à ne jamais réduire la largeur de ces allées et leurs noms seront maintenus. Cette vente est consentie moyennant le prix de 1F.

La liaison de Sevrans à Freinville paraît en bonne voie, car le 12 août 1911 : « Le Conseil accepte le tracé empruntant l'avenue Victor Hugo et aboutissant à l'allée de Guise ; le plus pratique et le moins onéreux. »

Un peu plus tard, au mois d'octobre, M. DAUVERGNE rend compte au Conseil de sa démarche faite auprès des propriétaires. Il communique une lettre de M. NANSOT s'engageant à céder le terrain pour le prolongement de l'avenue Victor Hugo au prix de 0,90F le m², y compris l'indemnité de culture. Le Conseil accepte. La famille DELACOURTIE fera connaître sous peu ses conditions.

Une autre satisfaction pour Freinville : une demande de pose de bec de gaz, avenue du Maréchal Bugeaud, sera soumise au Conseil Municipal.

FREINVILLE — Rue Henri IV



Comment Freinville a perdu son combat pour obtenir une école

Les habitants de Freinville pensaient sans doute que leurs réclamations pour l'établissement d'une école à Freinville finiraient par être prises en compte.

La commune doit faire face à une pression démographique très forte (79% en 10 ans). Les élus pensaient devoir agrandir l'école existante (située dans les ateliers Nobel), mais l'Inspecteur d'Académie leur proposa un autre projet : construire une école neuve dans le parc de la Mairie, tout en conservant l'ancienne qui aménagée pourrait servir pour créer une maternelle dans 2 classes existantes, après assainissement.

Le Maire fit remarquer à l'Inspecteur que son projet « était très raisonnable et très séduisant, mais que nous aurions certainement contre nous le hameau de Freinville qui s'agite, bien que peu peuplé, depuis longtemps. »

L'Inspecteur répondit que le hameau de Freinville étant distant de moins de 3km du centre, les habitants ne peuvent légalement espérer une école de hameaux. Freinville est à 1800m environ du Parc de la Mairie.

Aussi, lorsque les Freinvillois prirent connaissance du choix du Conseil Municipal et du vote unanime des 12 conseillers dont 2 de Freinville et 2 de la Sevranaise, décidèrent-ils de passer à la contre-attaque. L'Association l'Amicale de Freinville-l'Oasis et Nonneville et l'Union Sevranaise recueillirent 2 pétitions qu'ils soumièrent au Préfet. D'où une demande d'explication de celui-ci au Maire de Sevan. L'argumentation de l'Inspecteur d'Académie prévalut, Sevan considérée commune rurale avec le hameau de Freinville dont les enfants devront toujours parcourir 3,6km par jour pour fréquenter l'école du Centre.

Le Conseil Municipal du 15 novembre 1911 confirme les délibérations antérieures : construction d'une nouvelle école dans le parc de la Mairie et rejette les 2 pétitions des associations. Les locaux libérés seront affectés à la création d'une école maternelle et au service communal pour salle de réunion des sociétés locales et de répétition des sociétés musicales. Par ailleurs, le Conseil réalise actuellement le projet de relier Freinville au centre par un chemin plus direct.



Pour conclure, M.HECQ n'est pas loin de penser que les gens de Freinville sont bien ingrats : «quoiqu'on dise, la commune a fait beaucoup pour les nouveaux quartiers en y installant de nombreux becs de gaz, en y faisant enlever les ordures ménagères, en y installant des bornes fontaines, en y faisant curer les fossés pour l'écoulement des eaux ».

La reprise des allées de la forêt de Bondy par la commune restera pendant des années source de discussions, voir de dissensions entre le Maire et son Conseil, les Freinillois et la Sté Civile de Dreux.

L'année 1911, par exemple, fut riche en échanges de courrier entre le Maire et la Sté Civile de Dreux :

« Monsieur le Maire, voulez-vous bien être assez aimable de me dire où en est, en réalité, la cession des allées que vous a offert la Sté Civile le 12 avril 1910, c'est-à-dire depuis près

d'un an. Il serait désirable que cette offre soit déjà solutionnée par votre Conseil Municipal et reçoive une approbation immédiate de la Préfecture pour ne pas davantage porter préjudice aux intérêts des riverains et aussi dans l'intérêt général du projet de mise en état de viabilité avec travaux d'assainissement. »

Il est évident que la commune freine le processus de réception car les travaux d'empierrement, d'assainissement dont elle ne mesure pas les coûts et qui se multiplient avec le nombre des allées offertes par la Sté Civile, vont creuser son budget.

Ainsi, le 2 mars 1913 « le Conseil accepte la cession des allées du Beaujolais, de Vermandois, du Canal, et décide de disjoindre jusqu'à plus ample informé, les allées de Condorcet et de Richelieu. »

RECENSEMENTS DE 1906 - 1911 - 1921

	1906	1911	% par rapport au recensement précédent	1921	%
Population globale de Sevran	1378	1923	+ 39%	2691	+ 40%
Nombre de maisons	273	372	+ 37%	613	+ 65%
Population de Freinville	96	203	+ 111%	375	+ 85%
Nombre de maisons	35	51	+ 45%	104	+ 104%
Ouvriers employés à Westinghouse	12	22		28	
Ouvriers employés en banlieue ou à Paris	8	18		56	
Commerçants, artisans (Chef de famille)	5	8		17	

Après la Grande Guerre, la population freinilloise confirme sa croissance dynamique

Déjà, entre 1906 et 1911, elle avait plus que doublée, mais en dépit de la guerre 1914-1918, elle progresse de 85% dix ans plus tard, alors que l'ensemble de la population sevranaise ne progresse que de 40%.

Le nombre de maisons a largement doublé en 1921 et confirme l'implantation individuelle de cette nouvelle population.

Une donnée importante apparaît avec le recensement de 1911, c'est le classement des individus par lieu de leur résidence et le nombre de maisons existantes dans chaque voie. Mais il n'y a pas encore de numérotation.

L'avenue Liégeard compte 9 maisons et on y retrouve les 2 associés LAMOTTE et LAGACHE dans la même habitation, mais Ernest LAMOTTE est fraiseur à l'usine Westinghouse et Alfred LAGACHE y est emballeur. Plus de patron restaurateur, pas même une des épouses, mais encore 3 pensionnaires dont 2 ajusteurs et un certain Raymond PEYRELONGUE employé, tous à la Cie Westinghouse.

Mais leurs voisins immédiats, le couple BARIETTY est restaurateur, le vide est donc comblé.

Deux maisons plus loin, est installé un marchand de vin : Auguste POUSSIN, secondé par son frère, et quelques maisons après, autre marchand de vin tenu par le couple DUPUY et une jeune domestique. Sous le même toit, 3 pensionnaires employés à la Westinghouse parmi lesquels, un Luxembourgeois Pierre CONRADT et un Français Emilien ROGER DE BEAUVOIR.

L'avenue du Maréchal Bugeaud est occupée par 8 maisons dont 5 occupants sont des ouvriers mécaniciens.

Le petit **Boulevard de Rougemont** qu'on aurait pu appeler le Boulevard des Maçons comptait 6 maisons. En effet, le marchand de vin GOUPIL avait 3 compagnons-maçons pour locataires et 2 autres habitaient dans deux autres maisons. Mais si les maçons étaient majoritaires Boulevard de Rougemont, il fallait compter encore Fernand LARCHER, le second marchand de vin, aidé par un garçon-limonadier qui hébergeait 2 mécaniciens de la Cie Westinghouse.

Autres grandes allées, celle d'**Alençon** composée de 7 maisons et l'**allée Henri IV** qui présente 5 maisons dont un marchand de vin.

Et puis les petites allées qui commencent à peine à recevoir leurs premières constructions :

Penthièvre et de Guise : 3,
Lamoricière : 2, de la Smala : 2,
du Canal : 1, de Vermandois : 1

Les aléas du marché de Freinville :

M. GROSMAN, le concessionnaire du marché avait conclu un bail de 12 ans en 1909.

En juin 1910, il décide de ne conserver que 2 jours de marché par semaine : les mercredi et samedi.

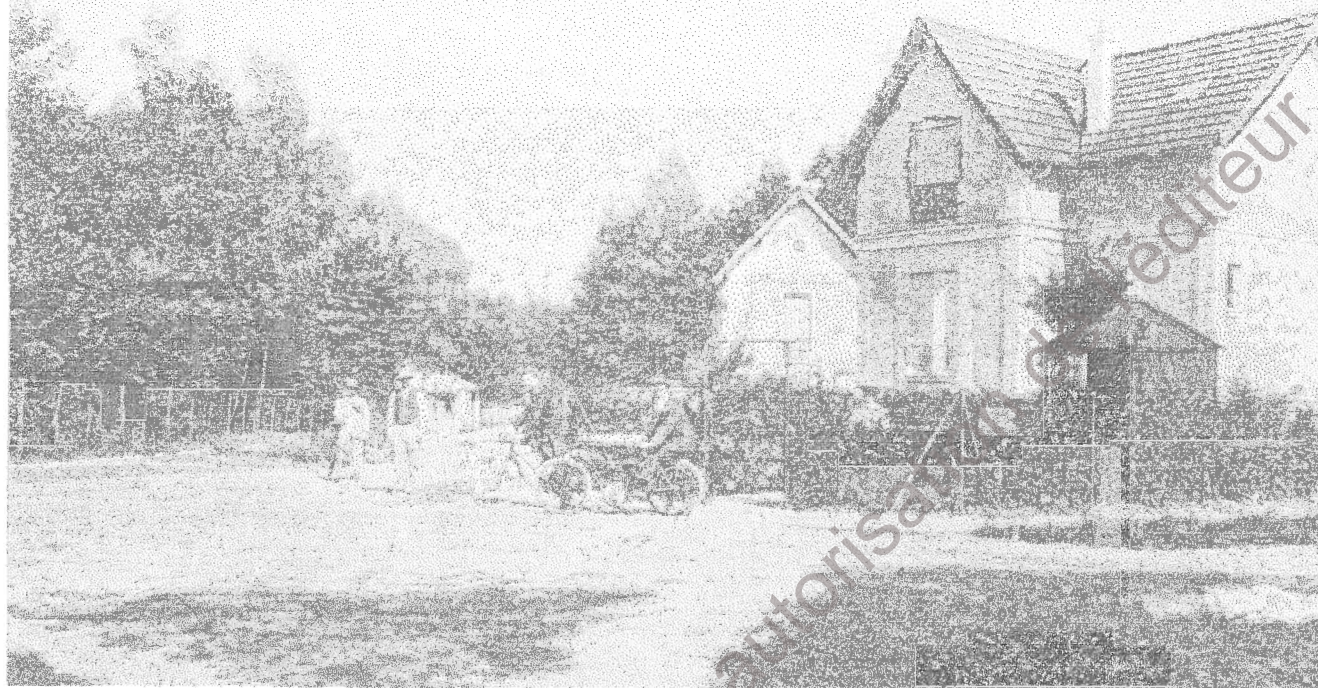
Au mois d'août de la même année, il demande de ne pas payer la redevance du marché de Freinville du 1er juillet 1909 au 1er janvier 1910. Le Conseil Municipal refuse.

En novembre 1911, le concessionnaire demande la résiliation du bail à partir du 31 octobre 1912 et demande l'établissement d'un nouveau bail. Le Conseil décide de reporter l'étude du nouveau bail au mois de mai 1912 et en juin il sera décidé de prolonger le bail de 3 ans. Finalement le Conseil accepte la résiliation du bail du marché de Freinville à dater du 1er juillet 1915. Et il est à supposer qu'aucun autre concessionnaire ne fera d'offre pour un marché à Freinville pendant la durée des hostilités.

Il faudra attendre le 10 avril 1921 pour que « Le Conseil approuve les propositions de M. GIRAUD, entrepreneur des droits communaux, relatif à la création d'un marché de denrées alimentaires et divers articles, à Freinville, après lecture du projet d'avenant, conformément au bail passé le 13 août 1916 entre la commune et M. GIRAUD, relatif au marché de Sevran, rue de la Gare. »

Monsieur LAMOTTE relance le projet de gaz à Freinville.

Le 12 novembre 1913, M. LAMOTTE demande que la Compagnie de l'Est accepte que la Compagnie Fusion des Gaz passe ses canalisations pour l'alimentation des particuliers et de l'éclairage public des voies de Freinville, sachant que le quartier est séparé par la ligne de l'Est.



Le 14 février 1914, M. LAMOTTE demande où en est la question de la pose des buses de gaz, mais la Cie de l'Est n'a toujours pas autorisé le passage sous les voies du chemin de fer.

On doute que quoi que ce soit put être entrepris avant la déclaration de guerre. De même pour l'intervention de M. LAMOTTE - toujours lui - du 13 juillet 1914 lorsqu'il réclamait la pose de plaques indicatrices sur les chemins de Freinville, que la commission des travaux n'aura pas le temps d'exécuter.

Puis ce fut la grande nuit du premier conflit mondial qui occulta toutes les activités de la commune, à l'exception de celles de survivance et de défense; l'usine Westinghouse dut continuer à tourner avec le renfort de la main-d'œuvre féminine. Les réunions du Conseil Municipal n'évoquent plus Freinville.

La Renaissance nationale et celle de Freinville.

Il faudra attendre le 9 mai 1920 pour que le Maire, M. DAUVERGNE, fasse part des démarches qu'il a entreprises tant aux usines de Freinville qu'auprès de la Société Electrique Eclairage et Force pour amener l'électricité à Freinville. Il confie que d'après les renseignements les plus récents, le projet a des chances d'aboutir à bref délai.

Et les travaux vont reprendre...

Concernant l'allongement de l'avenue de Rougemont, le Maire tient le Conseil au courant des démarches effectuées auprès de la direction des Freins Westinghouse pour essayer d'obtenir une subvention pour le prolongement de l'avenue de Rougemont jusqu'au Pont du Canal, au cas bien entendu où le Conseil consentirait à faire un sacrifice.

Plusieurs conseillers font des réserves sur la réalisation de ce projet qui leur semble onéreux.

Le 21 novembre 1920 : « M. DELAFOSSE demande que les travaux de terrassement qui devaient être faits par les cantonniers, allée de Guise, soient exécutés au plus tôt pour la circulation. »

Le Maire répond « que M. TOURNOUD fera le nécessaire et qu'il faudra être très prudent dans les dépenses à faire dans le quartier en raison des grands changements qui vont se produire à brève échéance du fait d'établissements d'usines. »

On imagine avec quel plaisir le Maire laissa échapper cette information, incomplète, mais qui était réelle. On sait que dès 1920, Georges EASTMAN, l'inventeur et le créateur de Kodak, avait décidé d'installer à Sevran une usine de traitement des travaux photographiques.

On fera à nouveau la fête, après le grand deuil national

Car cette même année 1920, M. DE ROCQ demande que l'on organise une fête à Freinville. Par ailleurs, M. DE ROCQ remet au Maire une somme de 607F (environ 3 000F actuels), montant de la quête à Freinville pour l'édification du monument aux morts.

Le Conseil lui vote des remerciements.

L'année suivante, le comité des fêtes de Freinville recevra une subvention de 425F.

Une histoire d'os qui mobilise les autorités, puis la population de Freinville.

Le 27 août 1920, M. BEUDIN, conseiller, signale que des travaux sont exécutés à Freinville pour l'établissement d'une usine de broyage d'os. Le Maire répond qu'il suit la question et qu'il a l'intention d'écrire au directeur de l'usine pour le mettre en garde contre l'opposition qui lui sera faite.

C'est un autre membre du Conseil Municipal, Charles DELAFOSSE, habitant avenue

Liégeard, lotisseur, qui écrit au Maire le 7 septembre.

Il précise que M. BODRERO, habitant rue Coquillière à Paris, a un projet d'installation dans l'ancien hangar de la plâtrière LECLAIRE. Selon lui, cet industriel aurait l'intention de transférer dans le hangar, l'atelier de broyage d'os qu'il a actuellement à Pavillons S/Bois.

M. DELAFOSSE remarque que les travaux de fermeture du hangar qui paraissent abandonnés ont été poussés activement depuis 8 jours. Il conclue « qu'il y a urgence à prévenir M. BODRERO que l'on s'oppose à la création de son atelier malsain et malodorant ».

Deux jours après, le Maire écrit à M. BODRERO et lui annonce sans ménagement « ...je n'hésite pas à vous mettre en garde contre l'opposition que vous allez rencontrer. En ce qui me concerne, je tiens à vous dire que j'apporterai la plus grande énergie à combattre votre projet et à défendre l'intérêt de mes administrés. »

Et l'on apprend que le Directeur de la Cie des Freins a déjà fait plusieurs démarches d'opposition contre le projet.

Par retour de courrier, le Maire reçoit une lettre à en-tête de la Manufacture d'Engrais et Produits Chimiques Agricoles de M. BODRERO qui affirme installer un dépôt de craie phosphatée qui n'est ni insalubre, ni dangereux pour les habitants de Freinville.

On sait que la Préfecture a prévenu l'industriel qu'il devrait obtenir une autorisation pour l'établissement d'une usine de broyage d'os. Pour plus de sécurité, les habitants de Freinville se sont empressés de faire signer une pétition le 25 septembre contre l'installation de broyage qui dût recueillir plusieurs centaines de signatures.

Mais Freinville n'en a pas fini avec les nuisances. En 1924, de nombreux habitants du quartier protestent contre les mauvaises odeurs dégagées par l'usine des Radiateurs

d'Aulnay, toute proche. Le Conseil demande au Préfet de bien vouloir faire enquêter la Commission Départementale d'Hygiène.

La pompe à incendie ramène au problème de l'eau

Lorsqu'on évalue la distance séparant la mairie et Freinville, on se demande combien de temps les pompiers, dont la voiture se trouvait garée derrière la mairie, mettraient pour venir éteindre un incendie à Freinville. C'est sans doute la question que M. DELAFOSSE a dû se poser et la demande qui s'ensuivit le 3 septembre 1921 pour demander une pompe à incendie était parfaitement justifiée. A sa suite M. CAZAUX était prêt à fournir l'emplacement et la construction d'une remise, à ses frais.

Mais le Maire objecta que les ressources de la commune ne permettaient pas cette dépense. Alors M. ORY proposa d'installer une bouche d'incendie, ce qui serait plus urgent. Le Conseil se rangea à cet avis...mais apparemment ne décida rien ce jour-là. Car

l'année suivante, le 2 juillet 1922, le Conseil décida de surseoir à la pose d'une bouche d'incendie jusqu'à l'installation de l'eau dans les quartiers habités. Enfin le 18 septembre 1922, le Maire annonce que « Sevrans pourra, sans inscrire aucun crédit au budget, obtenir pour 272.000 Frs de canalisations nouvelles. Et notamment un devis sera demandé pour Freinville ». Enfin l'eau est là, car le Conseil du 17 août 1923 décide la pose des nouvelles bornes fontaines, précisément sur les nouvelles canalisations des allées de Guise, Henri IV, Liégeard, en vue d'obtenir une subvention sur les fonds du Pari Mutuel. On suppose qu'il y a au moins une bouche d'incendie.

Après le gaz, l'électricité.

Freinville avait au moins obtenu l'éclairage public au gaz et M.de Rocq demandait, le 2 juillet 1922, pourquoi les becs de gaz ne brûlaient pas depuis quelque temps à Freinville. Le Maire lui répondit que l'éclairage public était supprimé pendant la belle saison.





Le 4 février 1923, M. TOURNOUD demande « maintenant qu'il existe une nouvelle société de distribution électrique que celle-ci soit invitée à canaliser le quartier de Freinville qu'on a tendance à considérer comme indépendant de l'agglomération principale ».

La dernière partie de l'intervention de M. TOURNOUD, bien que modérée, est révélatrice de la situation particulière de ce quartier et de sa gestion par la commune. Ceci appelle quelques commentaires : ce quartier, né depuis 30 ans que l'on nomme encore hameau, a longtemps été complètement isolé du centre de Sevrain et l'avenue Victor Hugo n'est toujours pas entièrement viabilisée. Ses habitants ont du, dès les premières années, réclamer, lutter pour obtenir les services les plus élémentaires : 1 boîte aux lettres, 1 dépôt de tabac, puis un arrêt de chemin de fer avec un abri. La commune a pris possession d'allées déjà tracées, bornées suffisamment larges pour en faire les voies d'une ville, dont le terrain ne lui a rien coûté et pourtant elle rechigne à en prendre possession parce qu'il faudra les viabiliser.

Et le Maire, M. DAUVERGNE répond : « qu'il n'a jamais été question de se désintéresser de Freinville, mais que seule la construction d'usines importantes pouvait permettre l'installation de l'éclairage électrique à Freinville en atténuant les frais à envisager ».

Voici des citoyens à qui l'on répond depuis une dizaine d'années qu'ils ne sont pas assez nombreux pour bénéficier d'une école de proximité, trop lointains pour être alimentés en eau ou en gaz, qu'ils n'ont pas un nombre suffisant d'usines sur leur territoire pour profiter des bienfaits de la fée électrique, alors que l'agglomération centrale continue à cumuler seule tous les avantages. M. TOURNOUD a dit la vérité et ce qui est plus grave, c'est que les Freinillois vont se sentir de plus en plus indépendants du centre.

Mais, en 8 mois, les événements se précipitent et le 5 octobre « le Conseil donne son avis le plus favorable à la demande de concession d'Etat, présentée par la Sté d'Electricité en vue de l'établissement d'une canalisation haute tension du Raincy à Claye avec dérivation vers les Ateliers de L'Abbaye ».

Cette fois, plus question de tergiverser, le Conseil se résoud à saisir l'opportunité « ...considérant que la canalisation électrique des voies de Freinville et de l'Oasis est devenue d'extrême urgence, du fait de l'ancienneté et de l'importance de ces quartiers,...Le Conseil délibère

- 1) il donne un avis favorable pour l'implantation du poste de transformation qui s'élèvera près de la station de Freinville
- 2) approuve les plans de canalisation des dits quartiers présentés par M. l'Ingénieur
- 3) vote au profit de la Sté Nord Est Parisien un crédit de 25.000F payable en 5 annuités
- 4) prend acte que la Sté Nord Est Parisien assurera les canalisations des nouveaux quartiers par ses propres moyens sans dépense pour la ville de Sevrans

En février 1924, la Sté d'Electricité du Nord-Est Parisien annonce que l'éclairage public à Freinville sera bientôt en voie d'exécution.

Le recensement de 1921.

Les allées Liégeard et du Maréchal Bugeaud reçoivent surtout de nouvelles constructions. La première en compte maintenant 19 et l'autre 18. C'est l'allée Liégeard qui se révèle avoir une vocation commerçante : 3 marchands de vin, 1 restaurateur avec le retour d'Ernest LAMOTTE dans cette activité et qui loge 3 pensionnaires, mais on trouve également 1 boucher nommé COLAS, 1 épicière, 1 peintre, 1 cordonnier. M. DELAFOSSE, ancien comptable, est désormais lotisseur et conseiller municipal. Il habite 14 avenue Liégeard, c'est ce que précise une de ses lettres adressée au Maire (le recensement ne fournit pas les numéros d'habitations).

Mais ce qui est important pour le quartier, c'est l'apparition d'un pharmacien M. CREPIN. Le médecin n'est pas loin, il se trouve avenue du Maréchal Bugeaud, c'est le Docteur JORAND. Dans cette même avenue, réside M. Auguste GINOLIN qui est patron, fabricant bonnetier.

Dans l'allée Henri IV, on trouve un autre restaurateur, de nationalité belge, hébergeant 4 mouleurs et 2 maisons plus loin est logé Isidore GOUSSET, 78 ans, prêtre de l'église Sainte Elisabeth de Freinville. Il est en compagnie d'une domestique du même âge et de Camille JEANMAIRE sa cousine de 58 ans qui exerce la profession d'institutrice libre à Freinville depuis 1916. L'allée de Richelieu comprend 8 maisons, de même que l'allée de Guise qui compte 2 artisans : l'un vitrier avec un employé vivant sous son toit, l'autre imprimeur.

Freinville tend à devenir un quartier équilibré avec des commerçants variés, des artisans, pourtant un boulanger serait bienvenu. Médecin et pharmacien sont très proches pour soigner les corps et le curé veille aux soins des âmes.

Les petites allées n'ont guère de résidents, car il est préférable de se rassembler dans les allées mieux peuplées, les petits propriétaires auront plus de poids pour se défendre.

Mésaventures de viabilité des allées.

On a l'impression qu'elles doivent hanter le sommeil du Maire ces maudites allées.

Le 20 décembre 1922, à la demande du Maire « le Conseil à l'unanimité, considérant les ennuis et les charges qui retombent plus tard sur la commune, du fait des nouveaux lotissements, émet la volonté qu'une loi impose aux propriétaires de terrain, l'obligation de mettre les voies des terrains lotis en parfaite état de viabilité et d'en faire tous les travaux d'assainissement ».

Mais en attendant, la commune se débrouille à faire signer, le 27 juillet 1923, une convention entre la Sté KODAK et M. ROUGER lotisseur, propriétaires tous deux des terrains en bordure de la portion d'avenue Victor Hugo à prolonger.

L'allée de Guise a été reconnue comme chemin rural et en 1923, M. ROUGER, lotisseur de cette allée, accompagné de propriétaires riverains, proposait au Maire les avantages qu'il y aurait à empierrer l'allée de Guise faisant suite à l'avenue V.Hugo prolongée et aboutissant à l'avenue Liégeard. Les habitants de Freinville seraient réunis au centre de Sevran par une voie macadamée dans toute sa longueur et les quartiers voisins auraient la possibilité de recevoir l'eau, le gaz et l'électricité.

M. ROUGER s'offrait d'avancer les fonds nécessaires. Le Maire séduit par cette proposition, convoqua tous les propriétaires riverains et il fut décidé que l'allée serait empierrée, pourvue d'un égout que l'agent voyer conduirait les travaux et que pour gagner du temps les travaux commenceraient immédiatement, les propriétaires s'engageant par écrit à rembourser dans le délai de 5 ans.



536. - FREINVILLE (S.-et-O.). - La Place de la Gare.

Les travaux progressaient régulièrement quand, au moment de faire le premier

versement, M. ROUGER se mit en carence sous les prétextes les plus futiles. L'entrepreneur arrêta les travaux et M. ROUGER accentua le désarroi en priant le Maire de chercher un nouveau prêteur, une affaire malheureuse l'empêchant de tenir sa promesse. Ces événements eurent lieu en Juin 1924.

Les malheureux riverains essayèrent de se tirer de cette mauvaise affaire et finalement se tournèrent vers le Maire qui, s'il n'avait pris aucun engagement, se trouvait être l'initiateur de l'opération. Et voici que la Sté Kodak offre généreusement d'avancer la somme de 38.808F sans intérêt à la commune, mais le Maire avait certainement pris contact à cet effet avec la direction, pour financer l'empierrement de l'allée de Guise.

Tout le monde y trouve son bénéfice : les petits propriétaires ne paieront pas d'intérêt (même M. ROUGER qui a renié sa parole), la commune bénéficie d'un prêt sans intérêt pour financer la viabilité d'un chemin rural reconnu par elle. Le 2 novembre 1924, le Maire signe « la convention présentée par la Sté KODAK et la remercie pour son beau geste de solidarité communale ».

Peu de temps après, le 8 janvier 1925, le Maire présente le devis pour la remise en état du boulevard de Rougemont se montant à 23.000F.

Après discussion, le Conseil à l'unanimité décide qu'il sera demandé aux propriétaires riverains une participation en fonction de la longueur de la façade du terrain.

En trente ans, Freinville est devenu un quartier dont le cœur industriel bat au rythme du travail de centaines d'ouvriers qui pour beaucoup se logent non loin des deux grandes usines.

Leur arrivée a fait doubler l'urbanisation en dix ans. Une rue commerçante, un marché, une église et même une gare font que Freinville se sent presque une petite ville. Notre évocation du quartier s'interrompt avec l'année 1925, nous présenterons une suite dans une prochaine revue. ■

WESTINGHOUSE

Une histoire de plus d'un siècle avec SEVRAN

par J. MORTUREUX

Qui était Westinghouse ?

Cet Américain, né le 6 octobre 1846 dans l'état de New-York, était fils de fabricant de matériel agricole. Ceci favorisa et encouragea son goût pour la mécanique.

En 1856, la famille de 7 enfants s'était installée à Schenectady, nœud de communications important(fer et routes) entre New-York et les Grands Lacs.



Aussi, ne faut-il pas s'étonner si en 1867, à 21 ans, George Westinghouse dépose un premier brevet sur le freinage de trains par l'air comprimé, puis il en étudie les applications.

A cette époque, les freins étaient encore constitués par des sabots en bois appliqués sur les roues par un levier manœuvré par une vis solidaire d'un fort volant actionné par un homme nommé garde-frein. La nature du

sabot est passée ensuite à l'acier puis à la fonte.

Mais les convois s'allongeant, même en faisant déplacer les gardes-freins sur une piste aménagée sur le toit des wagons comme le faisaient les Américains, on n'obtenait pas une rapidité suffisante sans mettre en péril les hommes et les voyageurs.



Ce système restera longtemps appliqué aux trains de marchandises, jusqu'en 1920 environ. Mais en France, les gardes freins intervenaient à partir d'une petite guérite, dominant le toit du wagon, obéissant au coup de sifflet convenu du mécanicien.

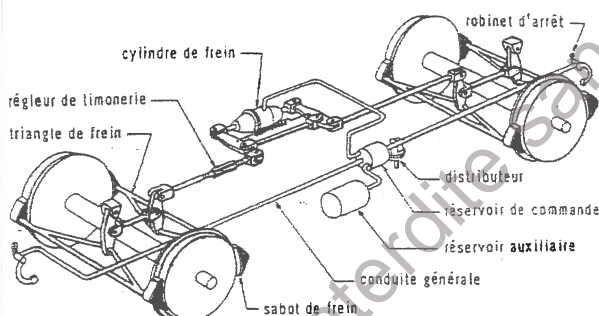
Enfin en avril 1869, c'est un essai officiel en présence de journalistes et de représentants de compagnies ferroviaires : une locomotive tirant 3 wagons équipés de freins à air comprimé est mise à l'essai à Pittsburgh. Au cours de l'essai, la voie est obstruée par une voiture à cheval renversée. Le train doit freiner en catastrophe et s'arrêter juste avant

l'obstacle. C'est une publicité inespérée pour l'adoption du frein à air comprimé. Ceci permet à George Westinghouse d'installer son siège et un atelier de 20 ouvriers à Pittsburg. La Westinghouse Air Brake Company est créée en juillet 1869.

Les Anglais sont réservés lorsque le jeune inventeur se rend à Londres en 1870 et il devra attendre la capitulation de Sedan et la proclamation de la République pour déposer son 1^{er} brevet à Paris, le 3 janvier 1871.

A l'usage, George Westinghouse constate la nécessité d'apporter deux améliorations essentielles : le déclenchement automatique du freinage sur chaque wagon en cas de rupture d'attelage et la réduction du temps de propagation du freinage le long du train à partir de la locomotive.

Peu après, Westinghouse perfectionne son système en mettant au point la triple valve ; chaque wagon est relié à une conduite unique d'air comprimé.



En 1880, son usine de Pittsburg produit 100 équipements par jour. Dix ans après, une nouvelle usine produisait 1000 équipements par jour avec 6000 ouvriers.

George Westinghouse étend ses recherches et inventions à la signalisation ferroviaire (création de l'Union Switch and Signal Company), puis il s'oriente vers l'électricité - rappelons que les Grands Lacs ne sont pas loin de Pittsburg - et c'est la création de Westinghouse Electric Company. Au contraire d'Edison qui prône le courant continu, Westinghouse croit à l'avenir du courant alternatif. Son activité s'étend à la fabrication des turbines à vapeur, au transport de l'énergie électrique entre les chutes du

Niagara et la ville de Buffalo retrouvant ainsi le chemin de fer avec l'électrification des voies ferrées.

George Westinghouse en France

George Westinghouse ouvre un bureau de représentation à Paris couvrant toute l'Europe. Dès 1874, il obtient une commande d'un réseau français de chemins de fer : la Compagnie de l'Ouest.

En 1879, des ateliers sont construits, Quai de Jemmapes à Paris, au bord du canal Saint-Martin. Le succès commercial en France de son invention conduit George Westinghouse à installer une usine de fabrication sur un terrain proche du canal de l'Ourcq et de la ligne ferroviaire Bondy-Aulnay-sous-Bois, au milieu de la forêt de Bondy.

Ainsi furent vendus 5 ha du "Bois du Roi" et du "Bois de Rougemont" de la forêt de Bondy, situés sur le territoire de Sevran, par la Société Civile de la Forêt de Dreux à la Westinghouse Brake Company, le 4 septembre 1891 pour le prix de 79 000 francs-or.

Le transfert des ateliers a lieu en 1892, par voies fluviales et ferrées sans interruption de la production.

L'usine de Sevran emploie 300 personnes et produit annuellement 1200 équipements de commandes de freins pour locomotives et 6000 équipements pneumatiques pour les voitures voyageurs, les wagons de marchandises restant freinés manuellement par les ouvriers nommés garde-freins jusqu'en 1914 pour la France.

Développement de la Société Westinghouse en France

En 1901, création de la Société Anonyme Westinghouse avec les différents droits de fabrication des freins ferroviaires. Le siège était établi rue de l'Arcade à Paris.

De 1901 à 1914, l'usine de Freinville lance le frein à vide en 1902, le matériel de signalisation en 1904, les radiateurs pour les voitures de voyageurs en 1906 et le frein électro-magnétique en 1907.

Usine des Freins Westinghouse, à Freinville-Sevrans (Seine-et-Oise).



En 1914, après disparition du fondateur, le groupe se sépare de la branche électrique ; freinage et signalisation donnent naissance à la Compagnie des Freins Westinghouse. George Westinghouse laisse plus de 70 entreprises dans le monde et des réalisations industrielles prestigieuses.

La Compagnie s'étend en Europe.

En 1918, création de la Compagnie Générale de Signalisation qui assure le développement des activités électriques et qui lancera en 1926 les premiers redresseurs de courant électrique à l'oxyde de cuivre.

En 1921, la Société "Le Freinage Westinghouse pour Automobiles" lance le freinage pneumatique des camions et équipe les voitures Citroën B14 d'un frein à dépression. La même année, elle s'implante en Belgique, Suisse et Espagne.

Le frein à triple valve commence à équiper les trains de marchandises français. Entre 1927 et 1939, 800 000 exemplaires de ces freins sont construits à Freinville.

En 1937, la Compagnie Générale de Signalisation s'unit à la Compagnie des

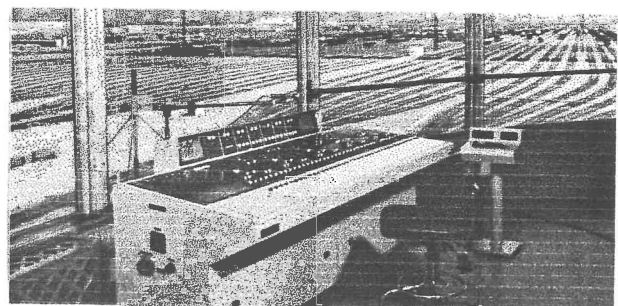
Freins pour devenir la Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse.

La renaissance de l'après-guerre, quelques réalisations :

- La division de la Signalisation participe à l'équipement de la ligne Paris-Lyon
- La filiale ferroviaire qui équipe le freinage pour la SNCF, développe la fabrication d'appareils pneumatiques à distance

Au cours des années 60, le service de recherche met au point :

- un frein électromagnétique de sécurité destiné au premier train Mistral
- la commande électro-pneumatique "presse bouton" du frein sur locomotive, allégeant la vigilance du mécanicien
- des équipements assurant un freinage tenant compte de la charge du wagon



Dans la branche automobile nous retiendrons :

- la création d'un système de freinage pneumatique à plusieurs circuits plus fiable que l'hydraulique
- pour les véhicules lourds, l'invention de cylindres télescopiques qui donnent aux équipements de freinage de ces véhicules de plus grandes sécurités

Le déclin de l'entreprise

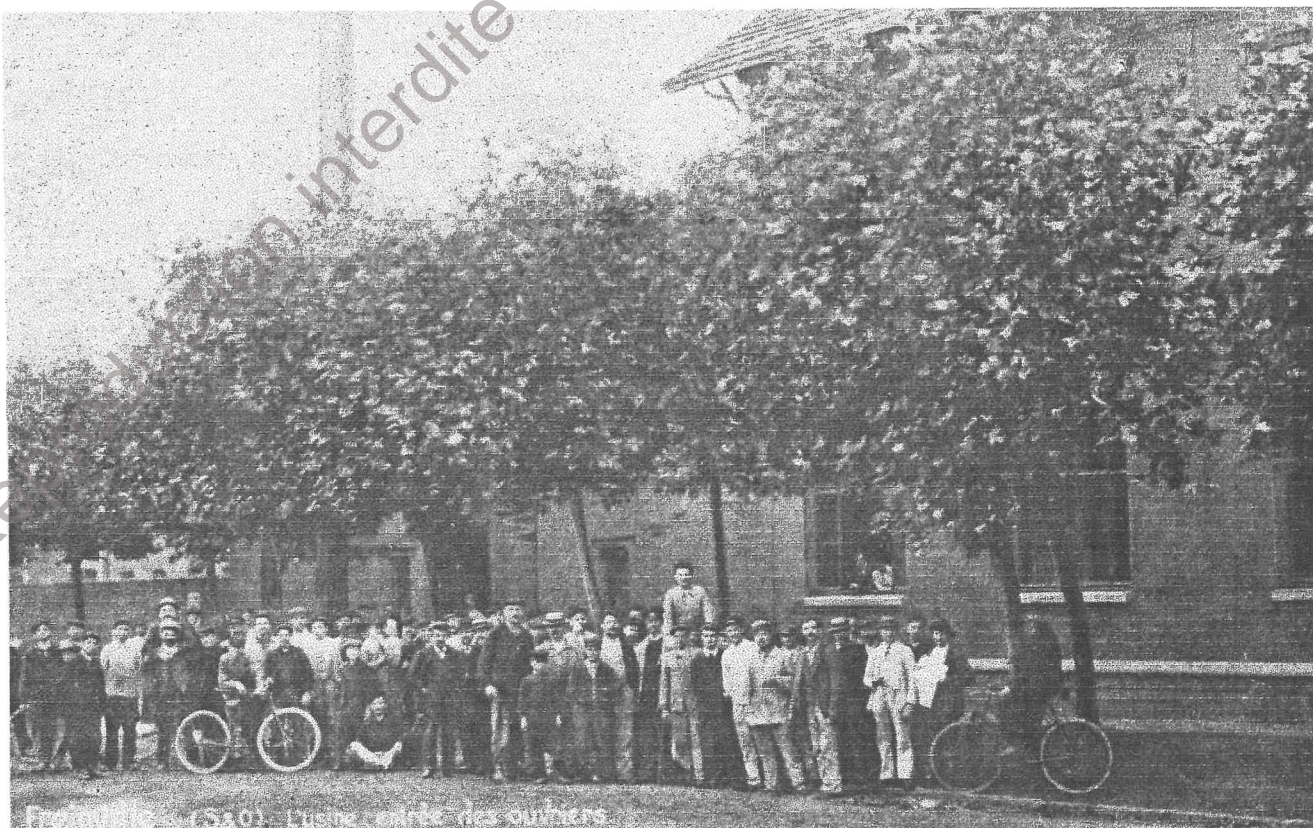
A la fin des années 60, la société française cède une partie de ses activités annexes : chauffage, redresseurs de courant, signalisation, pour se concentrer sur son activité première, le freinage.

Claude MARTIN, employé aux Freins de 1956 à 1996, estime « on a commencé à casser l'entreprise vers la fin des années 60 ».

En mars 1968, la société française transfère officiellement son siège de Paris à Sevran au 2 boulevard Westinghouse. Un quartier général européen est créé à Bruxelles pour coordonner les activités des filiales européennes Wabco-Westinghouse.

A la fin de 1971, la société française est organisée en 3 divisions indépendantes : automobile, ferroviaire, pneumatique industriel. Claude MARTIN ajoute que "le démantèlement se renouvelle dès cette époque". En effet, la direction de l'entreprise précise dans sa brochure : "Les moyens de production et de commercialisation de la division automobile sont transférés progressivement, à partir de 1971 sur un nouveau site : Claye-Souilly qui présente l'avantage d'être à moins de 15km de Freinville et de disposer d'espaces en réserve.

En 1973, la société française change sa dénomination en Wabco Westinghouse (Wabco signifie Westinghouse Air Brake Company). La brochure Westinghouse nous apprend que Wabco Westinghouse "se voit confier désormais des responsabilités techniques primordiales en matière ferroviaire sur le plan européen. Elle participe également aux études de réalisations destinées à certains marchés à l'exportation. Malheureusement, le champ d'investigation était limité par les dirigeants américains.



La chute constante des effectifs

La Westinghouse compte jusqu'à 2 600 salariés : ils étaient 1060 en 1977, 840 en 1983.

En 1983, la direction prévoit "un plan d'adaptation aux conséquences sociales" qui se traduira par le départ de 204 personnes. Dans un n° de Dialogue de juin 1983 (bulletin d'information de la commune), le journaliste fait le tour des possibilités et des initiatives qui peuvent être entreprises auprès des pouvoirs publics, car il est reconnu par tous que la Westinghouse a de réelles difficultés économiques :

- La SNCF a proposé à la Westinghouse une nouvelle production avec un chiffre d'affaires de 30 millions qui nécessiterait un investissement de 12 millions

- Le Conseil Général offre de débloquer des crédits pour former le personnel de cette entreprise sur des objectifs précis

- Le Ministère de l'Industrie est prêt à développer des aides pour des études technologiques

- Le Service des Affaires Economiques du Ministère des Transports déclarait « il y a d'énormes possibilités de développement liées aux besoins croissants des transports dans notre société. Un des grands investissements d'avenir va être le TGV Atlantique... Il est urgent que notre technologie suive. A ce niveau, il est regrettable que cette entreprise veuille en arriver à ce stade car elle possède un réel potentiel. »

Le syndicat CGT, qui a alerté les Pouvoirs Publics, pense que l'Américan-Standard bloque les études techniques, alors qu'en ce moment l'entreprise a 2 ans d'avance sur ses concurrents. « Ce sont des initiatives personnelles de nos chercheurs qui ont permis de sortir de nouveaux produits et ils ont travaillé sans budget » affirme le secrétaire du comité d'établissement.

En février 1987, Dialogue, dans un petit entrefilet, titre "Westinghouse : une démarche suicidaire - 243 emplois supprimés - Début janvier, le couperet est de nouveau tombé : la

moitié des effectifs supprimés à la Westinghouse, particulièrement au niveau de la production et des bureaux d'études ». En 1985, 196 salariés avaient été licenciés. En 10 ans, 700 emplois ont été supprimés, qui pourra croire que cette entreprise deviendra compétitive et pourra conquérir des marchés avec 220 personnes ?

En 1988, Dialogue titrait : « Westinghouse a besoin du tramway Saint-Denis-Bobigny qui apporterait un véritable ballon d'oxygène. La réalisation du TGV Atlantique, dont les premiers éléments viennent d'être livrés, est appréciée mais ce n'est pas suffisant pour assurer l'avenir. » Après la forte diminution du personnel, les ateliers ont été repliés sur un seul bâtiment, un autre va être loué et plusieurs ont été détruits.

Que vont devenir les terrains de Westinghouse ?

C'est la question que pose Dialogue en novembre 1988.

« Il reste 220 en 1988. La société a décidé de se dessaisir des terrains situés sur le trottoir du boulevard opposé à l'usine : 20 000m² qui devraient séduire plus d'un promoteur de logements en accession à la propriété ou de construction de centre commercial.

La Société d'Aménagement Economique et Social (SAES) a proposé à la Westinghouse de lui racheter les terrains pour construire sur 8000m² des bâtiments qu'elle louerait à des PME. Mais cette proposition a jusqu'ici été refusée par cette entreprise. »

Les freins du tramway seront-ils fabriqués à Sevran ?

Wabco-Westinghouse est sur les rangs annonce un numéro de Dialogue de septembre 1989.

L'entreprise a de nombreux atouts pour concurrencer la société suédoise SAB, mais la Westinghouse fabrique la moitié des équipements de freins ferroviaires et notamment ceux du TGV. Pourtant c'est la SAB qui équipa le tramway de Grenoble qui était conçu, grâce à son plancher surbaissé, pour un accès aux handicapés.

En 1990, la Wabco-Westinghouse est rachetée par le groupe SAB qui possède une usine à Amiens. Selon M. PAUTONNIER, directeur de l'usine de Freinville "la fusion avec la filiale spécialisée dans l'équipement ferroviaire la SAB ne doit pas conduire à la suppression d'emplois (il reste 230 employés à Freinville). La concurrence n'existe plus puisque les deux sociétés sont réunies."

Et pour M. KERVEADOU, secrétaire du comité d'entreprise "Les salariés n'ont plus de crainte pour la pérennité de l'entreprise. L'enjeu essentiel des deux sociétés est l'équilibre, la répartition de la production et le maintien en place du personnel."

Mais l'année suivante, le secteur machines-outils de Sevrans est transféré à Amiens. Et en 1994, l'entreprise est à nouveau rachetée par le groupe INCENTIVE.

Pendant l'été 1995, Dialogue fait à nouveau le point sur la situation de Sab Wabco. « L'entreprise envisage de délocaliser sa production sur Amiens » constate la journaliste et Daniel LOZACH, secrétaire du

syndicat FO déclare « Pourquoi cette décision, nous n'avons pas de difficulté de charge de travail pour 1995/96. Le chiffre d'affaire remonte d'autant que le marché ferroviaire est en extension. La main-d'œuvre de Sevrans est très qualifiée notamment dans le pneumatique, ce qui n'est pas le cas à Amiens. C'est un moyen pour réduire encore les coûts de production. D'après « le Courrier Picard » il semblerait que Sab-Wabco bénéficie dans la région d'Amiens, d'aides des collectivités locales pour délocaliser ».

Claude MARTIN ajoute : « Le personnel de Sevrans a une moyenne de 20 ans d'ancienneté. Là-bas, elle est de 4 ou 5 ans. Les salaires ne sont pas les mêmes. La direction, elle-même, annonce une économie de 8 millions de charge sociale. »

La grande usine s'endort inexorablement, néanmoins ses bâtiments ont encore pignon sur rue à Freinville. Il est trop tôt pour dire ce que deviendra le site, ce sera une autre histoire. ■



La Résistance et l'usine WESTINGHOUSE

Les Freins furent particulièrement remarquables dans notre région, qui n'était pas encore la Seine-Saint-Denis, par le nombre d'ouvriers résistants qui entreprirent des sabotages puis se lancèrent dans la lutte armée contre l'occupant.

par J. MORTUREUX

La machine de guerre allemande avait besoin d'hommes et du matériel qu'ils fabriquaient. Les usines environnantes : la Poudrerie et le Laboratoire de la Marine, l'usine Westinghouse à Sevrans, la Lilloise et les Radiateurs à Aulnay participaient à la fabrication du matériel de guerre du Reich.

Le 1^{er} Mai 1942, suite à une diffusion de tracts dans le quartier de Freinville, la police organise la fouille de tous les ouvriers de la Westinghouse à la sortie de midi.

Le 14 juillet un tract, signé du "Comité populaire de Sevrans" dénonce l'arrestation du Maire de Sevrans, Gaston BUSSIERE, et invite à saboter l'appareil de guerre allemand.

Louis HEME, né à Pantin en 1906, travaillait aux Freins depuis 1936. Ce syndicaliste connu de tous les travailleurs des usines environnantes devient dirigeant des Comités Populaires (remplaçant la CGT interdite) de la région. Louis HEME recommandait à ses camarades d'exiger des cartes de travailleurs de force et des augmentations de salaires, puis ensuite de passer de la distribution de tracts au renseignement et au sabotage. Tout devait être employé pour saper les forces de l'ennemi.

Le 9 novembre, c'est un arrêt de travail à l'usine Westinghouse pour revendiquer une augmentation de salaire et sur le travail de nuit.

Le 11 novembre, nouvel arrêt de travail pour protester contre les sanctions décrétées suite à la grève du 9 ; 85 ouvriers étaient désignés pour partir travailler en Allemagne.

Le 16 novembre, nouvel arrêt de travail, toujours à Westinghouse, faute d'accord sur les salaires entre la direction et les délégués du personnel. Le travail reprendra après intervention de la police.

Pendant l'été 1943, toujours aussi combattifs, les travailleurs reprennent leurs revendications et le 12 juillet, c'est une équipe de 15 femmes qui réclame une augmentation de salaire.

Et le 12 août, ce sont 937 ouvriers qui se mettent en grève pour réclamer une augmentation de salaires. Cette fois, les Allemands interviendront pour les forcer à la reprise.

Le 22 octobre, nouvel arrêt de travail pour commémorer l'exécution des otages de Chateaubriand du 22 octobre 1941.

Le 11 novembre, débrayage de 11 à 12 heures : les ouvriers chantent la Marseillaise (rigoureusement interdite depuis l'Occupation).

Le 13 décembre, la presse clandestine communiste appelle à faire de cette journée, une journée d'actions dans les entreprises. Dans le département le mot d'ordre n'est suivi que par la Westinghouse et une seule autre usine. Des revendications de salaires sont déposées.

Janvier 1944, Louis HEME crée la compagnie de F.T.P. Robespierre constituée par les membres des comités populaires d'usine. La compagnie est composée de 4 sections, les n°143,144,145 et 146 soit 133 hommes et 8 femmes.

Louis HEME devint le lieutenant Bernard dans la clandestinité.



La 143^{ème} était commandée par le sous-lieutenant Vigneron qui, comme beaucoup d'éléments, travaillait aux Freins. Celui-ci était chargé de "sortir" du matériel qui devait servir à la fabrication de grenades. Le manque d'armes se faisait cruellement sentir, des parachutages étaient promis depuis longtemps, les réceptions préparées

dans la plaine de Dammartin, les équipes pour la réception et le transport étaient prêtes, tous les hommes attendaient et réclamaient des armes.

- « Si elles ne sont pas tombées du ciel, il n'y a pas de raison pour qu'il en pleuve demain » enrageait Louis HEME, qui poursuivait « il faut s'armer sur l'ennemi et faire des récupérations, c'est la seule solution »

Mais les membres de la compagnie Robespierre étaient pour beaucoup des jeunes ouvriers courageux et déterminés mais sans expérience. Qu'importe, les sabotages s'accroissent.

Le 15 juin, c'est la destruction de la ligne électrique de 220.000 volts au Pont de l'Union à Aulnay par le groupe de HEME.

Le 30 juin, c'est le sémaphore de la gare de Sevrans qui est détruit par le même groupe.

Dans la nuit du 2 juillet, deux transformateurs sautent à la Westinghouse.

La nuit du 10 juillet, c'est un sabotage à l'explosif d'une porte d'écluse du canal de l'Ourcq à Sevrans mené par la compagnie Robespierre avec le corps franc du groupe Brasselet (fondé à l'initiative de Mme CHAPPELLE et de BRASSELET en mars 1942).

Louis HEME décide la récupération d'armes et le 15 juillet, la 143^{ème} section attaque le dépôt des gardes de communication. Attaque renouvelée le 23 juillet.

Le 18 août 1944 à Aulnay, les Allemands encerclent la maison du Dr PERLIS, dans le parc Dumont, où a lieu une émission radio des résistants. L'opérateur, le capitaine VEUVE,

parvient à s'échapper. Deux jeunes, Louis BARRAULT et Henri GASTAUD, qui gardaient la villa sont arrêtés. Ils seront torturés et massacrés dans le parc Dumont. Tous deux appartenaient à la 145^{ème} section de la compagnie Robespierre et travaillaient aux Freins.

On rapporte que longtemps après leur mort, la place qu'ils occupaient à l'atelier était marquée de quelques fleurs, en hommage à leur sacrifice, déposées par leurs camarades de combat.

Pendant la Libération, les 25 et 26 août, la section 143 de Vignerons occupait les Freins et la Lilloise (future Idéal-Standard), tandis qu'une autre section attaquait un détachement allemand aux abords de l'Hôpital (Ballanger) qui servait de caserne à l'occupant.

André BELLAMY de la 143^{ème} section revenait d'une mission de ravitaillement en munitions à Neuilly-sur-Marne lorsqu'il fut tué, le 26 août, près de Clichy-sous-Bois. Il avait 23 ans, travaillait aux Freins comme ajusteur-outilleur et habitait allée Mozart à Sevrans. « BELLAMY, c'était la joie de vivre ! » diront ses camarades.

Le 27 août, la 143^{ème} section combat le long de la Morée et le lendemain, après 8 heures de combat, elle chasse les Allemands du Pont Blanc.

La compagnie Robespierre fut majoritairement constituée de travailleurs des usines environnantes. Elle eut 10 tués et 11 blessés. Vingt et un jeunes poursuivirent le combat jusqu'en Allemagne où tomba Lucien GELOT, le 23 décembre 1944. ■



SOUVENIRS D'UN ANCIEN DE LA COMPAGNIE ROBESPIERRE

Propos recueillis par J. MORTUREUX

Georges COUDERC est né en 1925 et devint Sevranaise en 1933. Il avait été à l'école avec André CRETIER (fils d'Auguste) et au patronage laïque où il avait aussi connu Denise DESCOINS et ses cousins HEMMEN. Robert HUG, autre copain d'école et de quartier, habitait rue Michelet et Georges la rue voisine Henri Martin. Un jour Robert, qui travaillait aux Freins comme son père, proposa à Georges de se joindre à un groupe de jeunes Sevranaise résistants.

-« A l'époque, explique Georges, on ne parlait pas de la Compagnie Robespierre. Il s'agissait de distribuer clandestinement des tracts, la nuit dans les boîtes aux lettres, mais aussi de jour sur les marchés, à la sortie des usines. Nos groupes étaient constitués suivant la méthode du triangle. Donc, mon copain HUG me mit en rapport avec Louis HEME et cela n'alla pas plus loin. Avec Louis HEME, je n'ai eu que des contacts furtifs au moment de la distribution de tracts. Il était sympathique, très ouvert, modeste compte tenu de ses grandes responsabilités dont je n'ai eu connaissance qu'ultérieurement. Je suis allé plusieurs fois au domicile de Louis HEME, il habitait Livry, près de la place de la Libération. J'ai connu son fils Raymond, âgé de 12 ans à l'époque, qui servait d'agent de liaison. »

Puis la guerre évoluant, est venue la seconde partie de la lutte avec les sabotages à partir de juin 1944 :

-« C'est à cette période, poursuit Georges, que j'ai découvert les autres, qui pour la plupart, m'étaient connus plus particulièrement Georges RICHAUD, mais nous ignorions tout de nos activités. Pour les sabotages, il y avait ceux qui, comme moi, faisaient le guet et les spécialistes des explosifs tels Julien LOREL et Henri KLEBECK. »

Georges a participé aux sabotages de la ligne électrique au Pont de l'Union à Aulnay, au

sémaphore de la Gare du Vert Galant : -
« Pour le Pont de l'Union, nous étions 5 ou 6 arrivés par des chemins différents et postés à des endroits de passage de piétons éventuels pour leur conseiller discrètement de s'éloigner. Mais ils étaient rares la nuit. »

La Libération

(21 août)

-« Nous sommes intervenus jusqu'à Paris qui n'était pas encore délivré. Nous sommes partis de Sevrans à vélo et je me souviens de Robert HUG sur un tandem. Il y avait, entre autres, Julien LOREL, Gilbert JUILLET. Arrivés Porte de Pantin, il y avait un barrage filtrant d'Allemands. Heureusement que nous n'avons pas été fouillés, car nous étions armés. Notre mission consistait à garder et éventuellement défendre la Maison des Métallurgistes à Paris. Nous sommes restés 2 jours et lorsque nous sommes partis ça commençait à tirer dans Paris.

Les jours suivants, ce fut une garde de 2 jours à l'usine Westinghouse. On craignait sa destruction par les Allemands. Heureusement qu'ils ne sont pas venus, nous étions très peu armés. Nous avons posté à l'entrée notre fameuse mitrailleuse jumelée. »

(26 août)

-« De retour de Livry nous passons par l'écluse, les Allemands qui devaient se trouver du côté du Pont du Canal nous ont accrochés, avant que nous traversions sous la ligne de chemin de fer.

Le lendemain, nous étions envoyés vers la Poudrerie, en direction du petit blockhaus toujours existant, pour guider les chars américains vers le Vert Galant. Au début les Allemands nous tiraient dessus, mais bientôt les chars américains sont arrivés et les ont arrosés. Nous avons pu les conduire du côté de Tremblay où ils devaient se regrouper. »

Comme Georges, vingt de ses compagnons signèrent un engagement pour la durée des hostilités, mais avant de partir, il avait pris le temps de se marier. Georges rentra chez lui en janvier 1945.

Lorsqu'il repense à cette période de sa vie, faite d'événements brefs aussi intenses, Georges se demande encore s'il en a vraiment été l'acteur. Avec le recul il pense : « qu'il y

avait un peu d'inconscience mais aussi du courage, du patriotisme ; un petit peu de tout ça ».

Mais c'est la maturité qui parle désormais, car c'est le privilège de la jeunesse d'offrir spontanément sa générosité et son esprit de sacrifice. Et il n'est jamais trop tard pour dire merci à Georges et à ses compagnons de lutte. ■

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Fondateur : JEAN JAURÈS
Rédacteur en chef : VAILLANT
(1926-1937) COUTURIER

N° 291 - 21 AVRIL 1944.

FAISONS DU 1^{ER} MAI UNE GRANDE JOURNÉE DE COMBAT

En se préparant à faire du Premier mai une grande journée de lutte nationale pour la libération, les organisations et les militants auront à cœur de perfectionner leurs méthodes de combat. Dans cette préparation, F.T.P. et militants des entreprises accentueront leur action contre l'ennemi et les traîtres. Le Premier Mai, ils suivront unanimement les mots d'ordre lancés par le Bureau de la C.G.T., que nous rappelons :

"Le Premier mai, vous ferez grève et vous manifesterez.

Les conditions de lutte ne vous permettent pas de lancer le mot d'ordre de vous abstenir en masse d'aller à l'entreprise ce jour-là. Nous demandons à ceux qui ne croient pas pouvoir obtenir une abstention générale dans leur entreprise, d'en faire une journée de chômage sur le tas. Dans chaque entreprise, vous déterminerez les mesures qui vous permettraient d'obtenir qu'aucune production ne soit faite le 1er mai.

A 11 heures, dans toutes les entreprises, cessez complètement le travail jusqu'à midi.

Rassemblez-vous sur le lieu du travail, donnez lecture de votre cahier de revendications, élisez de puissantes délégations qui les porteront à la direction accompagnées de tous les ouvriers de l'entreprise, au chant de la "Marseillaise" et de "l'Internationale".

Cet appel de la C.G.T. sera entendu et les patriotes appuieront les manifestations des usines par des manifestations de l'extérieur partout où cela sera possible.

Le 1er MAI 1944 témoignera de l'union étroite de toute la Nation autour du C.F.I.N., gouvernement provisoire de la République Française, dans la lutte sacrée contre l'envahisseur et contre les traîtres.

Dans l'union et par l'action, faisons du PREMIER MAI 1944 une grande journée de combat pour la libération de la Patrie.

L'ARMÉE ROUGE, faisant plus de 40.000 prisonniers, a libéré la Crimée à une allure record; il ne reste plus aux nazis que le port de Sébastopol d'où ils ne tarderont pas à être chassés.

Les troupes soviétiques se sont emparées de TARNOPOL, de TIRASPOL et elles ont élargi leurs têtes de pont sur le Dniester inférieur.

Le général VATOUTINE, ancien commandant des troupes du 1er front d'Ukraine, est mort à KIEV qu'il avait libérée et qui lui a fait des funérailles grandioses.

Le Maréchal STALINE a ordonné que les honneurs soient rendus à ce valeureux capitaine de la glorieuse Armée Rouge.

Le peuple de France salue en VATOUTINE un des grands artisans de l'écrasement désormais certain de l'Allemagne hitlérienne.

APRÈS LES TUERIES D'ASCQ

Le massacre de plus d'une centaine d'habitants de la commune d'Ascq (Nord) a soulevé une vague d'indignation à travers tout le pays.

Des détails de cet horrible massacre sont connus maintenant. On sait que le curé d'Ascq qui allait porter les derniers sacrements aux victimes de la barbarie hitlérienne, fut tué d'une balle dans le dos.

On sait que les ... quantèrent

L'ACTION DES F.T.P.F.

Dans son Communiqué N° 76, le Commandement des F.T.P.F. signale particulièrement les opérations suivantes :

Contre les transports de l'ennemi: 27 déraillements importants ayant causé la mort de 300 allemands, 700 autres ont été blessés, 85 locomotives ont été détruites ou gravement endommagées, soit par déraillement, soit dans ... ainsi que 344 wagons ...

Westinghouse : des témoins évoquent leur carrière

Gilbert, maillon de plusieurs générations de mécaniciens

par J. MORTUREUX

Gilbert DUMONT, né le 3 septembre 1928, allée Henri IV à Freinville, entra en apprentissage aux Freins en 1942. Il ne pouvait en être autrement car le père, l'oncle et le grand-père étaient employés aux Freins. La famille DUMONT était arrivée en 1919 à Freinville.

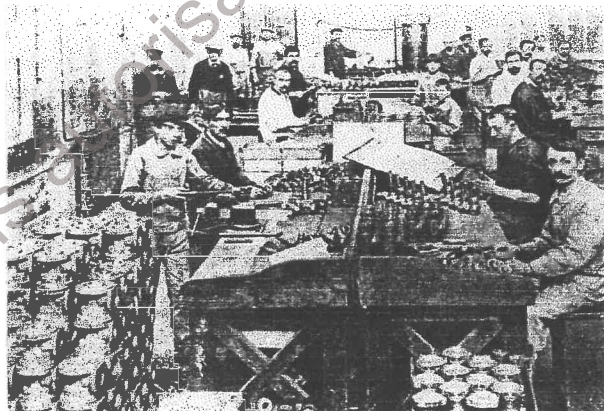
Le grand-père, ancien forgeron alsacien, était chargé de la fabrication des radiateurs destinés au chauffage des voitures de voyageurs, et l'oncle dessinateur.

Le père de Gilbert était mécanicien ajusteur, à partir de 1927 il montait les freins sur les camions, puis devint chef-monteur. Ensuite, promu agent Westinghouse, il formait les mécanos des ateliers de réparation et contrôlait la pose et les essais des freins.

La tante maternelle, Mme LECLERE, née en 1914, peut nous apporter aussi son témoignage sur l'usine des Freins. Son mari se trouvait récemment engagé à l'usine lorsque se déclenchèrent les mouvements sociaux de 1936. Technicien, il avait suivi les cours des Arts & Métiers à Paris, mais n'avait pas de diplôme d'ingénieur. Lorsque les ouvriers votèrent la grève, les bureaux d'études n'avaient pas de délégués et M. LECLERE fut élu à cette responsabilité bien qu'il n'ait pas eu l'ancienneté exigée. Il s'ensuivit une longue occupation de l'usine. En soirée, accompagné d'un copain délégué, il se rendait à Paris dans une salle des Sociétés Savantes et retrouvait tous les délégués des usines de la région parisienne pour faire le point sur l'évolution des occupations. C'était la première fois qu'ouvriers et techniciens faisaient l'unité dans un mouvement revendicatif d'une telle ampleur. Mais après la reprise du travail le Directeur, M. BULL, le convoqua et lui dit « Je ne comprends pas qu'un homme comme vous se retrouve un des meneurs de cette grève ». Alors M. LECLERE lui présenta son

bulletin de salaire, signifiant ainsi qu'il avait les mêmes motifs de revendication que ses copains ouvriers. -« Je l'ignorais » constata le Directeur. Le lendemain, M. LECLERE recevait une lettre de licenciement. Peu après, il eut la surprise de recevoir une proposition d'embauche d'une grande entreprise : la C.G.E.E. où il est entré.

Donc Gilbert, après deux ans de cours complémentaire (collège), passa le concours d'entrée à l'école d'apprentissage de Westinghouse.



L'apprentissage.

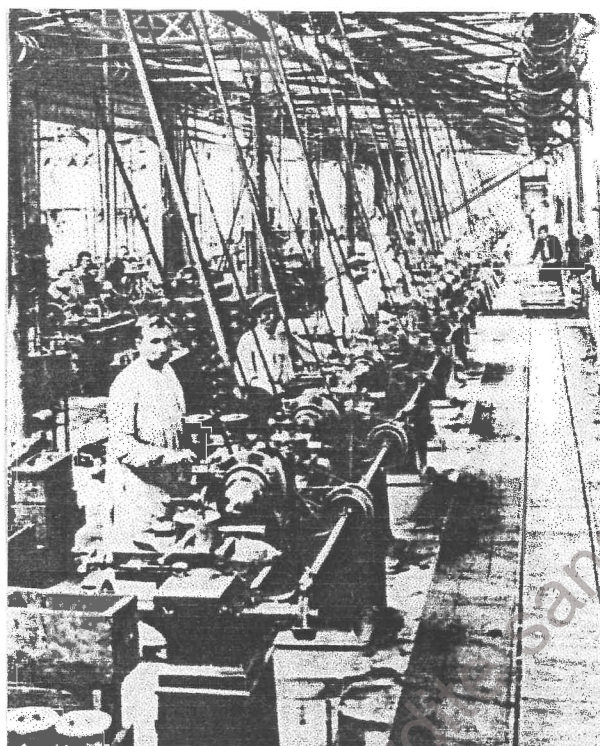
Cette année 42, environ 100 candidats se présentèrent au concours pour 16 places d'apprentis : 4 tourneurs, 1 fraiseur, 2 électriciens et 9 ajusteurs.

L'enseignement durait 3 ans avec une formation pratique principale, mais 3 demi-journées de théorie par semaine. Gilbert obtint le CAP de tourneur, « les épreuves valaient bien un bac technique » selon lui. Il explique : « La dernière année d'apprentissage, toutes les pièces que nous fabriquions servaient à la production. Mais, comme exercice, le moniteur nous avait donné à fabriquer de petits moteurs d'avion en modèle réduit. J'en ai encore un à la maison. Avec l'accord du moniteur, on a même fabriqué des tas de machines à couper les feuilles de tabac. C'était simple : 1 bout de tube fendu, 1 hélice, 1 vis sans fin et 1 manivelle, ça avait beaucoup de succès pendant la guerre, car

beaucoup de gens faisaient pousser du tabac dans leur jardin.

Quand j'ai été ouvrier, les équipes travaillaient de 5h à 14h et le soir de 14h à minuit. En général, nous faisons 54 heures par semaine. Les femmes avaient aussi le même régime, et certains ateliers de femmes faisaient les 3 x 8.

Même après la guerre, l'énergie était toujours rationnée, aussi une fois par semaine je faisais 10 heures de nuit et j'avais 16ans1/2. C'était dur. »



Gilbert a connu le grand atelier des machines.

« Autrefois, les machines tournaient à la vapeur. Lorsque je suis arrivé, il y avait 4 gros moteurs électriques mais on changeait toujours de courroie en la poussant avec une grande perche sur un cône. L'usine continuait à fabriquer de la vapeur pour essayer les freins. Sur les convois ferroviaires, c'était la vapeur de la locomotive qui était récupérée. »

Dès la fin du 19^{ème} siècle, les ingénieurs de la Westinghouse avaient installé à Freinville un simulateur de freinage ferroviaire qui reproduisait l'équipement complet d'un train. On avait donné à cet ensemble imposant le surnom de « baleine », car pour en limiter l'encombrement les conduits étaient enroulés en squelette de baleine. C'est dans ce dispositif qu'était envoyée l'air comprimé qui devait tester les freins. Les agents du chemin

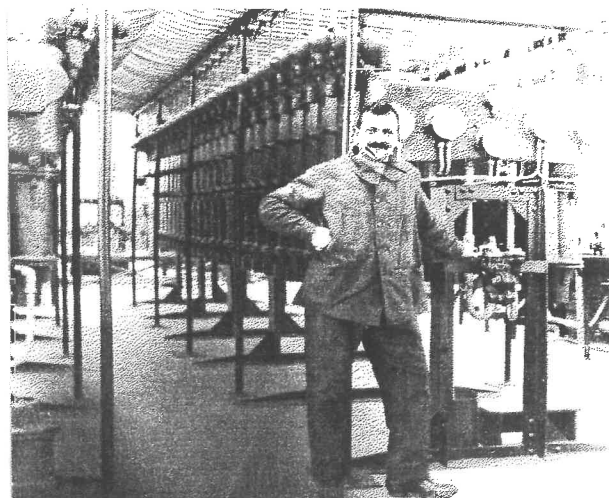
de fer apposaient leur poinçon lorsque l'appareillage satisfaisait au cahier des charges. Le père et l'oncle travaillaient aux essais sur le simulateur.

Gilbert se souvient d'une autre anecdote concernant le chemin de fer et en particulier la signalisation :

« Pendant la guerre, des serruriers de l'Oasis nous avaient montré la façon de déclencher le signal d'arrêt d'un convoi. Un boîtier sur le ballast entre les rails déclenchait, au passage du train, par l'intermédiaire de contacteurs, le signal d'arrêt. Aussitôt tous ceux qui avaient été prévenus se précipitaient avec sacs et brouettes. Il suffisait d'ouvrir la trémie et le charbon dégringolait. Mais parfois, certains mécaniciens de locomotive s'arrêtaient sans qu'il soit besoin d'intervenir sur le signal. »

Gilbert est resté aux Freins jusqu'en 1947, puis « j'ai fait le tour des petits ateliers du coin pour voir leur façon de travailler ». En 1948, son père créait son propre atelier de mécanique de précision. Il ne fut pas longtemps seul à travailler avec son père, il y avait du travail et l'entreprise familiale progressivement atteignit quatorze employés.

Et que pensez-vous qu'il devint de cette petite entreprise ? Elle se porte bien, avec le même nombre de salariés. Gilbert succéda à son père en 1970 et demeura à son poste jusqu'en 1988 où il passa le relais à deux de ses fils. Si l'on compte à partir du grand-père de Gilbert, cela fait 4 générations de mécaniciens et il y a une réserve potentielle de onze petits-enfants et cinq arrière-petits-enfants. Qui dit mieux ? ■



La baleine

Une vie d'ouvrier, une vie de lutttes

contre la maladie, pour conserver sa dignité, pour améliorer les conditions de travail et de vie des salariés...

(Propos recueillis par J. MORTUREUX)

Dernier-né d'une famille de quatre enfants, Claude MARTIN est né à Montfermeil en 1938. Jusqu'à l'âge de 3 ans il vécut à Livry avec sa famille.

Mais en 1941, les enfants furent abandonnés et le Maire de la commune, M. BELION, les plaça en nourrice dans une famille d'accueil pour leur éviter l'Assistance Publique et la séparation. Ce furent M et Mme BOIS qui les reçurent, un couple exceptionnel qui était logé 15 avenue Turgot.

L'homme était un réfugié politique espagnol, mais comme il avait participé, paraît-il, au creusement du métro parisien, sa présence en France se situerait au début du XX^{ème} siècle. Le couple avait 2 enfants et 4 adultes réfugiés républicains espagnols en pension qui s'étaient évadés d'un camp de travail situé à Caen avant leur déportation en Allemagne.

Nul doute que la personnalité de Claude se trouvera marquée par l'atmosphère de générosité, de résistance, d'engagement politique et social.

- "Du reste, précise Claude, lorsque moi-même j'ai été délégué du personnel, il y avait, parmi mes oncles et tantes, 8 délégués du personnel CGT. Nous étions tous engagés dans la même voie"

Malgré une longue absence de l'école pour cause de maladies, Claude parvint à décrocher le certificat d'études et fut orienté vers un cours complémentaire professionnel car c'était son désir : il estimait avoir fait suffisamment d'études générales et il avait hâte d'apprendre un métier et de rapporter de l'argent pour soulager la vie familiale. Aussi lorsqu'il entra au centre d'apprentissage du Raincy, il comprit vite qu'il avait trouvé sa voie professionnelle.

Au bout de 3 années d'études il obtint la partie théorique du CAP d'ajusteur, postula aux Freins et fut embauché le 2 juillet 1956. Deux jours après, il adhéra à la CGT. Dès le début, Claude fit preuve d'opiniâtreté pour

défendre ses droits et cette même année il participa à une longue grève de 3 semaines. Il y eut une grève d'une journée pour protester contre la guerre d'Algérie. Ce fut un échec, ils ne furent que 6 à sortir de l'atelier. A l'époque, la population dont la famille n'était pas concernée par cette guerre qui commençait, semblait ignorer la gravité des événements.

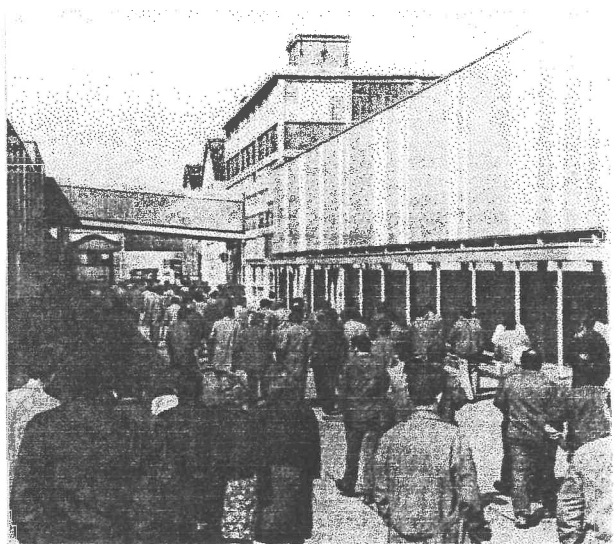
Et en 1958, ce fut le tour de Claude, il fut convoqué à Versailles au 93^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale qui l'entraînât au Maroc puis en Algérie, mais ceci est une autre histoire.

1961, la liberté et l'usine retrouvées.

Après 28 mois et 4 jours, Claude retrouva son usine et d'autres combats, mais pacifiques dans un élément de son choix : le syndicalisme.

En 1963, il obtint son premier mandat de délégué CGT.

Elu dans un premier temps au comité d'entreprise, pendant 1 an, il sera ensuite délégué du personnel jusqu'à la fin de sa carrière.



Arrive mai 1968. Les grandes usines de la région parisienne commençaient à être occupées depuis 8 jours, lorsque Claude se

réveille en pleine nuit se demandant ce qui pouvait être fait pour suivre le mouvement.

Bien qu'il ne soit pas de l'équipe du matin, il prend son vélo, quitte son logement de Bondy pour attendre la rentrée de l'équipe de 5 heures. Un quart d'heure après, arrivée du secrétaire de la CGT, suivie de 3 autres copains.

Claude précise :

-« "après quelques moments d'hésitation, le secrétaire m'a dit : « Tu es le plus jeune, monte sur un banc et tu vas les haranguer. » Pour moi, c'était la première expérience de prise de parole, sans préparation. Pourtant, il fallait entrer dans la lutte, alors il y a eu un petit discours qui est venu et je me suis lancé. Comme j'ai une voix qui porte bien ça me donnait confiance. C'est comme ça que la grève a commencé car toute l'équipe du matin est restée dehors. L'équipe suivante dite « normale » entra à 50% des effectifs. Les employés des bureaux pouvaient entrer librement. Après 10 jours de grèves, les non-grévistes durent entrer entre deux cordons de grévistes qui leur tournaient le dos à leur approche.

Puis des bons de passage furent délivrés par le comité de grève pour ceux qui persistaient à venir travailler. Enfin, l'usine fut entièrement bloquée. Les ouvriers des Freins sympathisèrent avec ceux de Kodak, l'usine des Radiateurs, il y eut des défilés communs dans les environs. La grève dura 3 semaines. »

Claude ne se souvient plus précisément des avantages obtenus en 1968, car il fait remarquer :

- "Par rapport aux autres usines, les Freins étaient considérés un peu comme le petit Renault de la Seine-Saint-Denis. Nous étions très bien organisés syndicalement et nous avons obtenu pas mal d'augmentations par les luttes passées."

La carrière d'un ouvrier

Entré au montage Claude se perfectionna ensuite à l'outillage des compresseurs. En fin de carrière il retournera au montage, en se spécialisant dans la recherche d'équilibrage des volants de compresseur (ceux-ci atteignaient des vitesses de 1200t/mn) et de

tous les éléments tournant à grande vitesse : - "Là j'avais une certaine autonomie de travail, mais c'est à l'outillage que j'ai véritablement appris mon métier."

En 1981, Claude entra au comité d'hygiène et de sécurité et était élu secrétaire l'année suivante. A ce titre, il prit des décisions garantissant la sécurité de certaines machines. Son expérience et ses connaissances lui assuraient la confiance de la direction.

En 1986, il est élu secrétaire de la CGT. N'avait-il pas eu à certains moments l'idée de quitter les Freins ? - "Non, pas vraiment, je m'y sentais bien intégré. Et pourtant, je n'ai pas eu d'augmentation individuelle pendant 27 ans. Pourtant, par deux fois sans le chercher, j'ai eu des propositions dans des stations de sports d'hiver. Une fois je me suis trouvé sur place lorsque le dépanneur examinait le système de freinage d'une cabine téléphérique. J'ai proposé mes services. C'était une panne de compresseur et par chance, c'était un Westinghouse. J'ai indiqué au mécanicien la pièce défectueuse. Le patron était prêt à m'embaucher, malheureusement il n'y avait pas d'emploi pour ma femme dans les environs."

En dépit de la résistance des ouvriers, dès 1983, c'est la première vague de licenciements : 200 salariés. Puis avec une régularité qui semble préméditée : 200 en 1985 et 200 au 1987.

Le départ

Claude cessa son activité le 1^{er} novembre 1996. Avec son syndicat il avait négocié son départ anticipé. Entrée en 1956, il avait 40 annuités de service, dans la même société. Et s'il quittait son usine en pleine décadence de par la volonté des actionnaires, il eut la satisfaction d'obtenir que son départ soit compensé par l'embauche d'un chômeur plus jeune en recherche d'emploi depuis 2 ans. On peut comprendre sa satisfaction car : -"c'est l'aboutissement de ma vie syndicale, une de nos revendications : pas de départ anticipé sans remplacement". Revendication qu'il a illustrée lui-même par son exemple.

Mais ce que Claude ne dit pas, c'est l'amertume de voir le long effritement de son

usine qui comptait environ 1 800 personnes lorsqu'il y entra en 1956, et 400 lorsqu'il la quitta 40 ans plus tard.

A la suite du démembrement de l'usine Westinghouse, la direction mis en vente les bâtiments en briques rouges bordant l'avenue.

La plaque commémorative aux ouvriers victimes des deux guerres était fixée sur un mur de ces bâtiments côté cour intérieure à l'usine.

Claude explique : « "Dès que j'ai eu connaissance de cet événement, avec des camarades nous avons pensé qu'il fallait que la plaque soit transportée dans la partie conservée par Westinghouse. En effet, on lui a trouvé une place du côté de la sortie avenue Léo Lagrange. C'est au moment où on déplaçait la plaque pour la fixer à son nouvel emplacement que l'on s'est aperçu qu'il y avait une inscription plus ancienne sur le verso : « *Barrault Louis, supplicié ; Gastaud Pierre, supplicié ; Bellamy André, assassiné ; Kervazo André, tué au combat ; Orsetti Jean, brulé vif ; Pages Philippe, mort en captivité* »

Rapidement, je me suis débrouillé pour faire venir un copain journaliste à "Dialogue". »

A la suite de cet article, M. Henri VANDENBORRE, un lecteur ancien résistant, expliqua que la plaque avait été gravée aussitôt Sevrans libérée, offerte par la Direction et le Personnel de la Compagnie. Seuls les noms des six camarades dont le sort était connu avec certitude furent gravés. A la fin de la guerre, c'est finalement 19 disparitions que l'on déplora et la place manquant sur la première face utilisée, on utilisa le verso.

Je me suis battu pendant plusieurs années pour que cette plaque soit installée au cimetière, comme celle de Kodak, mais la municipalité de l'époque a refusé de la poser au cimetière, en prétextant que tous les noms du monument aux morts étaient gravés nus, sans aucune précision. Mais ce que j'aurais voulu surtout, c'est que la plaque soit posée de manière à ce que l'on puisse lire les deux faces. Mais le Maire et l'Adjointe aux anciens combattants ont fait le nécessaire pour que la plaque soit posée à Freinville, à l'extérieur, où on ne voit que la face finale. L'autre face est plus importante puisqu'elle indique les circonstances du décès des 6 premières personnes inscrites pour la seconde guerre mondiale. Mais, j'ai l'intention de réintervenir auprès de la nouvelle municipalité pour voir s'il est possible de décoller la plaque pour en dévoiler la deuxième face. »

Autre combat pour Claude

« Avec quelques camarades du syndicat qui comme moi ont travaillé 40 ans aux Freins, nous sommes intervenus auprès de la municipalité et de la région pour redonner vie à notre entreprise dans la branche qui était la sienne : le chemin de fer. Pourquoi ne pas utiliser une partie des locaux à la réparation du matériel du tramway dont une ligne doit atteindre Sevrans (le tram-train de la ligne des coquetiers en projet) ? »

C'est effectivement un beau projet qui maintiendrait une liaison avec le passé prestigieux de cette usine, justifiant le nom de Freinville que conserve le quartier, en lui redonnant un sang nouveau. ■



GREVE A LA WESTINGHOUSE

Les usines WABCO WESTINGHOUSE de Sevrans et Claye Souilly ont connu un dur conflit en 1977. La section CFDT a édité un disque 45 tours à cette occasion.

Par Gilles BOUDIN

C'est le contenu de ce disque qui a fourni les informations de cet article et les extraits du chant des grévistes.

Début du conflit

Au printemps 1977, à l'annonce des très bons résultats financiers de 1976 de la compagnie, les revendications salariales ont resurgi, avec les revendications pour le temps de vivre : les 40 heures, la 5^{ème} semaine de congés...

Fait de débrayages limités, mais très animés, le conflit démarre à Freinville et s'étend rapidement à Claye. Il s'est déroulé dans l'unité des syndicats CFDT - CGT et FO. Mais la direction ne veut pas céder.

La lutte se durcit.

Le 24 mai, une forte délégation des travailleurs de la Westinghouse participe à la grande manifestation contre le plan Barre.

Le 25, après déjà 4 semaines, le conflit prend de nouvelles formes : Par des débrayages tournants, les camions et wagons sont bloqués toute la journée : rien ne rentre, rien ne sort.

Face aux tentatives d'une équipe de cadres de déjouer le blocage la nuit, ce sera jour et nuit que toutes entrées ou sorties seront bloquées.

La direction réagit :

constat d'huissier, avertissement à des délégués et des travailleurs, lettre à l'ensemble du personnel, informations alarmistes sur la situation de l'entreprise, menace de chômage technique

Mais la lutte continue et durera 8 semaines. Les militants la font connaître dans les autres entreprises, sur les marchés, par un galas de

soutien le 7 juin qui sera un grand succès populaire.

Les résultats (les plus significatifs)

3 % d'augmentation, garantie de l'emploi pour 1977, réduction du temps de travail de ½ heure par semaine, négociation dans l'année sur le statut du personnel et l'attribution de jour de congé supplémentaire, retrait des sanctions prises pendant la grève

Une militante a dit : « Ces résultats immédiats ne sont pas à la hauteur de la combativité, de la durée de la grève. Mais les nouvelles formes de luttes, les liens qui se sont créés entre les ouvriers de différents secteurs, entre les ateliers et les bureaux sont des acquis importants pour les travailleurs ».



Extraits du chant des grévistes

Il était une fois du côté de Sevrans
Une usine animée par des gens très déprimés
Ils chantaient, ils scandaient des slogans enflammés
A leur patron Cassou qui ne veut pas donner de sous.

Et les Wabco gueulaient (bis)
Et les Wabco chantaient (bis)

Toc-toc-toc qui est là ?
C'est nous qu'on frappe à la porte
A la porte de Cassou :
Cassou, nous on veut des sous !

.....
Nous entamons la huitième semaine de lutte
Nous autres les déplumés, nous autres les surmenés.
Le blocage des camions, le blocage des wagons,
Donne nous satisfaction et ils s'ébranleront.
Casou, négociations (bis)
Sur nos revendications (bis)

Nous voulons, nous aurons satisfaction (bis)

Les quarante heures par semaines
Faut que ça vienne (bis)
Nous voulons prendre le temps
Le bon temps, c'est important

Toc-toc-toc qui est là ?
C'est nous qu'on frappe à la porte
A la porte de Cassou :
Cassou, nous on veut des sous !

WABCO WESTINGHOUSE

vdes 019

C'est une des branches du trust américain American Standard. L'entreprise Française comprend deux établissements: Un à Claye Souilly (seine et marne) employant 520 personnes - L'autre, Siège social à Sevran (seine-Saint Denis) au lieu-dit Freinville employant 1330 personnes.

L'établissement de Claye Souilly est spécialisé dans l'usinage de grandes séries et le montage d'appareils de freinage pour Poids Lourds (division auto)

L'établissement de Freinville outre l'usinage et le montage d'appareils de freinage ferroviaires et de matériel à air comprimé pour l'industrie regroupe tous les services techniques et administratifs à l'exception des services commerciaux de la Division Auto implantés à Claye.

LES REVENDICATIONS

- Signature de l'accord d'Echelle mobile remis en cause par la direction pour 77
- Progression du pouvoir d'achat de 150F pour tous
- Relèvement des salaires minima garantis par catégorie
- Garantie de l'emploi
- Retour aux 40 heures sans perte de salaire
- 5ème semaine de congés payés
- 3 ponts payés en 1977
- Respect et élargissement des libertés syndicales.

LES RESULTATS

SALAIRES: Après les 3,15 % de décembre 1976 et les 2,16% d'avril 77, au 1/7/77 : 3% minimum (évolution de l'INSEE du 1er mars au 31 mai) - Comparaison en fin d'année avec le résultat de la formule d'Echelle mobile et mise en place d'un moyen de rattrapage éventuel.
Révision des cas de salaires et classifications aberrants.

FACE A

Historique du conflit avec documents sonores.

DISQUE réalisé par:

LA SECTION SYNDICALE

avec la PARTICIPATION de TRAVAILLEURS SYNDIQUES ET NON-SYNDIQUES.

Vendemiaire

GARANTIE DE L'EMPLOI: Garantie de l'emploi à Freinville et à Claye jusqu'en déc. 77
Paiement à 100% s'il y avait chômage partiel.

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL:

Réduction d'une demi-heure par semaine - En attendant l'assouplissement du "plan Barre", Ces demi-heure seront cumulées et récupérées en jours de congés notamment pour les ponts du 14 juillet et de la Toussaint

- Selon la conjoncture, engagement de négociation à la fin de l'année l'amélioration du statut du personnel, entre autre, pour l'attribution de jours de congés supplémentaires.

- Retrait de toutes les sanctions prises pendant la grève.

8 semaines de luttes animées se résument difficilement en quelques minutes, aussi nous n'avons pu retenir que quelques aspects parmi les plus significatifs.

FACE B

Et les Wabco gueulaient...
Et les Wabco chantaient...

cdt

L'église et la paroisse de Freinville

*Pour répondre aux besoins de la nouvelle population,
la paroisse de Freinville fut créée en 1912*

*Renseignements recueillis auprès de la paroisse de Freinville,
de Madame MORALES et de Monsieur RECEVEUR par Gilles BOUDIN*

Le quartier de Freinville se développait autour des usines Westinghouse. La nouvelle paroisse fut créée le 18 octobre 1912. Elle couvre aussi une partie de Livry et Aulnay.

Pour les seuls quartiers de Freinville et Nonneville à Sevrans, on passe de 6 maisons avec 40 habitants en 1901, à 75 maisons et 286 habitants en 1911, et plus de 500 en 1921 sans compter les autres secteurs de Sevrans et des communes voisines qui constituent la paroisse.

L'église, bâtie grâce à la générosité du Chanoine LAURENÇON qui est considéré comme son fondateur, est bénie par

Monseigneur GIBIER, évêque de Versailles le 25 août 1912. L'architecte en est Paul SIMON.

Elle est dédiée à Sainte-Elisabeth de Hongrie, en mémoire de la mère du fondateur : Madame Élisabeth LAURENÇON née TURBAN.

Le chanoine Alfred Jules LAURENÇON est un ancien curé de la paroisse Saint-Joseph à Paris (dans le 11^{ème} arrondissement). Né dans le Pas-de-Calais en 1839, il était en retraite à Sevrans, 2 rue de la Passerelle (Lucien Sampaix aujourd'hui) depuis 1900 environ. Il vivait avec sa mère et décède le 25 mars 1916. Il est inhumé au cimetière Montparnasse à Paris.



Le presbytère et l'école ont été construits en même temps que l'église. L'école, pour les filles, portera le nom : Ecole LAURENÇON.

Une paroisse active

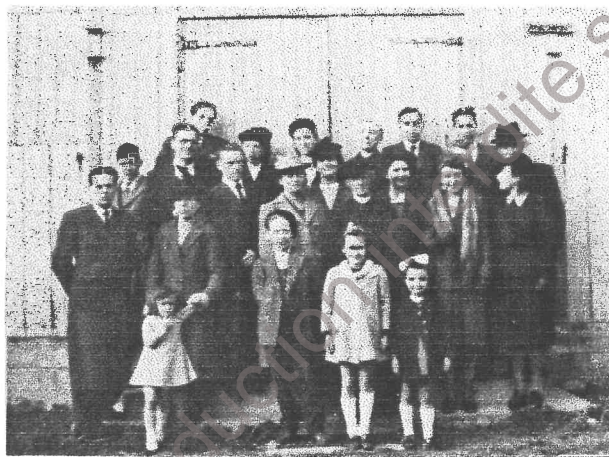
La paroisse semble avoir connu rapidement une vie active. Une mission paroissiale en mars 1935 était suivie certains soirs par plus de 500 personnes.

En 1933, diverses œuvres et activités animent la vie des paroissiens. On peut citer :

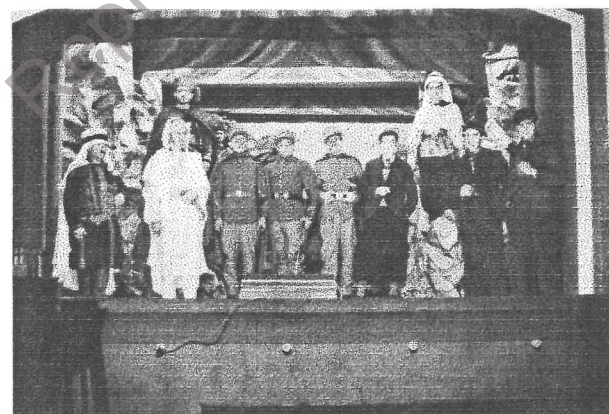
- L'école Laurençon (voir article suivant)
- Les enfants de Marie
- La chorale Sainte-Cécile
- Le patronage des filles
- La conférence de Saint-Vincent de Paul

A la même époque, parmi les animateurs sevranaise de la paroisse on trouve :

- Monsieur GINOLIN,
Président du Conseil Curial
- Madame GINOLIN,
- Messieurs BRABIS et JULLIEN



La salle Familia



La salle Ginolin

Monsieur GINOLIN était conseiller municipal de 1925 à 1931 et adjoint au maire de 1929 à 1931.

Les processions de la Fête Dieu (en juin) semblent avoir eu de l'importance. Elles faisaient le tour du quartier, s'arrêtant devant les reposoirs installés place de Freinville (devant chez Monsieur GINOLIN), du côté de la gare de l'Abbaye et dans la cour de l'église.

Le cinquantenaire

Le 23 décembre 1962, le chauffage de l'église par air pulsé est mis en route, à la grande satisfaction de tous.

La paroisse a alors 50 ans.

Depuis 1912 :

- 2820 baptêmes ont été donnés
- 1491 enfants ont fait leur communion solennelle
- 1598 ont reçu le sacrement de confirmation
- 778 mariages ont été célébrés

Le cinquantenaire est fêté le dimanche 28 avril 1963 par une cérémonie présidée par Monseigneur RENARD, évêque de Versailles. A cette occasion, il a remis la médaille du dévouement paroissial à :

- Louise NEUBAUER
- Henri RECEVEUR
- Louis GINOLIN



La salle Ginolin

La Société Civile Immobilière

Elle est fondée en 1932. Elle est constituée de paroissiens, choisis par le curé, qui apportent chacun une somme de 10 000 francs. Avec cet argent la société acquiert des terrains voisins de la paroisse.

Au départ, la paroisse ne possédait que le terrain sur lequel se trouvaient l'église, le presbytère et l'école.

Sur les nouveaux espaces sera édifiée la salle «Familia ».

Cette société a certainement été créée parce que, dans le contexte politique de l'époque – à 4 ans de 1936 –, «l'Eglise craignait que ses biens soient spoliés comme en 1905 ».

Monsieur Auguste GINOLIN a été président de la S.C.I.

Certaines parcelles dont la paroisse n'avait pas l'utilité ont été revendues, ce qui a permis le financement de la construction et de l'entretien de la salle.

En 1972, la société est transformée en association loi 1901 afin que les biens restent à des œuvres catholiques, les héritiers des porteurs de parts renonçant à leurs droits.

La salle Louis GINOLIN

Lorsque l'abbé BELCASSE est arrivé en 1949, la salle Familia servait entre autres choses à faire du théâtre. Mais elle était en bois, donc dangereuse. L'abbé a dit : « *il faut faire quelque chose pour les jeunes* » Il s'intéressait beaucoup à la jeunesse.

En 1950, le Cercle Amical de Freinville est fondé. Au théâtre, s'ajoutent le basket masculin, puis féminin, et la gymnastique. Un terrain de basket est aménagé. On y a fait le championnat des «patros» de Seine et Oise. Mais en plein air ça n'était pas toujours idéal.

La construction d'une nouvelle salle est décidée et la construction commence en 1955.

Monseigneur RENARD vient la bénir le 1^{er} juin 1958.

Louis GINOLIN, fils d'Auguste Ginolin (cité plus haut) était ingénieur à la Westinghouse. Il a fait les plans et son nom a été donné à la salle.

Mais des paroissiens aussi ont mis la main à la pâte. Monsieur RECEVEUR se souvient du déchargement du wagon de poutrelles destinées à porter la toiture.

L'activité théâtre a été vite abandonnée, le directeur étant parti, et puis, les exigences de sécurité nécessitaient trop de travaux.

Au départ, les membres du Cercle Amical de Freinville étaient des pratiquants. Il y avait une messe tous les ans. Maintenant les gens n'ont plus les mêmes croyances, la messe annuelle du Cercle ne se fait plus.

L'association avait fait refaire la toiture de la salle peu de temps avant la tempête de décembre 1999 qui l'a endommagée à nouveau.

Les curés de Freinville

Douze curés se sont succédés à la paroisse Sainte Elisabeth depuis sa fondation.

Septembre 1912 - Gaston DE VILLIERS



Octobre 1913 - Antoine François BARTOLI

Juin 1914 – P. COURBERAND

Avril 1916 - François Marie Isidore
GOUSSET- né en 1843

Avril 1925 - Louis BLANCHET né en 1870

Il cesse son activité au dernier trimestre 1930.
En attendant le successeur, le culte de Sainte-
Elisabeth est assuré par l'abbé BOIREAU de
Saint-Joseph d'Aulnay et par des prêtres
d'origine polonaise, dont l'abbé KOPEC qui a
résidé au presbytère.

Septembre 1931 – Jacques LASSAILLY né
en 1883

1936 – Emile Honoré BAUD – né en 1877

1949 – Edmond BELCASSE né en 1907

1960 Pierre FARGEAS

1966 Georges DARIDAN

Septembre 1978 – Gabriel TAFFOUREAU

Septembre 1994 – Claude LOMBOIS

Parmi eux, on peut remarquer :

Jacques LASSAILLY, ordonné prêtre en
1909 chez les missionnaires de Notre-Dame
de Sion, débute son ministère comme
professeur à Smyrne en Turquie. Il y vécut la
période très troublée, dans cette région, du
début de la première guerre mondiale. Il y
montra de grandes qualités, de prêtre mais
aussi d'homme d'action et d'organisateur.

Après la guerre sa santé l'oblige à quitter les
Pères de Sion. Il s'installe dans le diocèse de
Versailles. C'est pourquoi on le trouve à
Sevrans. Avant, il avait été vicaire à Argenteuil
où il a participé très activement à la Société
Historique «le Vieil Argenteuil» dont il fut
pendant trois ans le président. Homme érudit,
il mena à bien de nombreuses recherches sur
l'histoire d'Argenteuil.
Il est décédé en 1948.

Emile BAUD, décédé en 1949, il est enterré
au cimetière de Sevrans.

Edmond BELCASSE. Il a donné du
dynamisme à la paroisse et mis en chantier les
travaux de la salle paroissiale.

Personnalité remarquable qui n'avait peur de
rien, il s'exprimait et chantait avec une forte
voix.

Blessé par un obus à la guerre de 1939/40, il
avait une jambe de bois. Ses départs en moto
étaient un spectacle à voir. Il mettait et ficelait
sa jambe de bois sur le guidon et partait en
trombe. Il a fait quelques chutes,
heureusement sans conséquences.

Pierre FARGEAS. Certains paroissiens
l'avaient surnommé « Pierrot la tendresse » à
cause de sa grande gentillesse. ■



L'ÉCOLE LAURENÇON

Ecole paroissiale de Freinville, elle porte le nom du fondateur de la paroisse Sainte Elisabeth : le chanoine Alfred LAURENÇON.

*Mesdames GOUPIL – HUBERT – MORALES – PONTUS
ont confié leurs souvenirs à Gilles BOUDIN*

Construite en même temps que l'église, en 1912, elle fonctionne jusqu'en 1955, édifiée sur le terrain paroissial. Elle accueille les filles, mais aussi quelques garçons (peut-être six dans les années 30) ce qui paraissait étonnant, car les écoles de la région n'étaient pas mixtes à cette époque.

Environ 35 élèves, répartis en deux classes, y suivaient leur scolarité primaire, jusqu'au certificat d'études.

Ensuite les élèves s'orientent : vers la couture – une école au Raincy prépare au CAP -, vers le secrétariat – au cours de Madame DEON, tout proche dans l'allée Henri IV -, ou continuent leurs études – à l'école Sainte-Agnès à Sevran, Jeanne-Hachette à Aulnay, ou au cours complémentaire de Sevran lorsqu'il existera.

Mademoiselle JEANMAIRE, institutrice

Elle est déjà institutrice à l'école Laurençon en 1921, et logeait dans une pièce attenante à l'école. Mademoiselle Camille JEANMAIRE est cousine du curé de l'époque, l'abbé Isidore GOUSSET.

Religieuse, elle n'a pas le droit d'enseigner avec ce titre depuis la loi de 1904 qui interdit l'enseignement aux congrégations religieuses. C'est donc à titre civil qu'elle exerce ses fonctions.

Elle assure la direction de l'école, assistée de mademoiselle Jeanne LEBLANC, institutrice aussi, qui enseigne avec elle.

En 1943, elle prend sa retraite, elle est âgée de 80 ans. L'école interrompt à cette époque son activité pendant trois ans.

Camille JEANMAIRE était musicienne, jouait de l'harmonium à l'église et donnait des cours de musique.

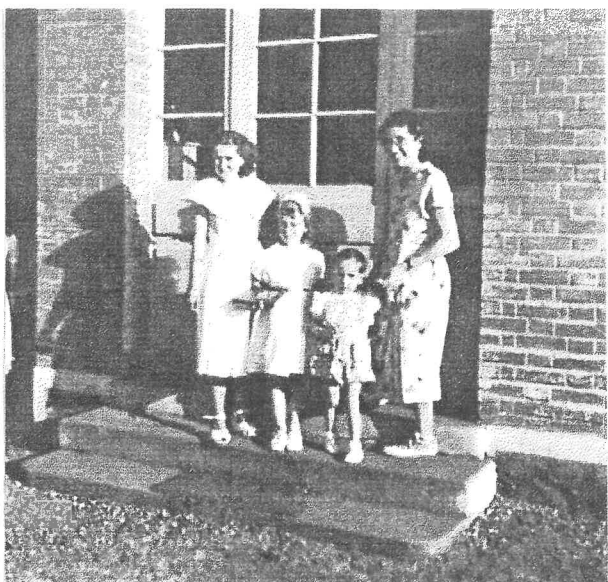
Reprise difficile pour Madame PONTUS

En 1946, Madame Pontus remet l'école en route. L'inspection d'Académie trouve les locaux non conformes à la réglementation. Madame Pontus commence avec quelques élèves, dans une maison voisine, pendant plusieurs mois.



Photo de classe, 1950

Elle pourra ensuite réintégrer l'école, un peu réaménagée et retrouver progressivement le nombre d'élèves habituel (30 à 35). Elle est alors aidée par Mademoiselle Odile PONTUS, sa belle sœur, qui assure la classe des petits, tandis que Madame PONTUS a la classe des grands, la préparation du certificat d'études.



Mademoiselle Odile PONTUS a aussi logé quelque temps dans la pièce attenante aux classes.

Madame PONTUS participait au jury du certificat d'études. Représentante de l'école privée catholique, elle n'était pas très à l'aise dans ce milieu très laïque – la querelle scolaire était encore vive.

Madame PONTUS quitte l'enseignement en 1954. Sa remplaçante n'exercera pas longtemps. L'école Laurençon cesse définitivement son activité vers 1955.

Pas riche, mais aidée

Ecole catholique, les élèves y faisaient la prière le matin avant de commencer les cours.

Des petites fêtes étaient organisées dans la cour de l'église. La plus importante était celle de la remise des prix, à la fin de l'année, en présence de Monsieur le curé.

Les élèves se déguisaient avec des habits loués ou, le plus souvent, fabriqués sur place, parfois en papier.

L'école n'était pas riche. Les petits travaux d'entretien ou d'aménagement étaient assurés par des paroissiens et parents d'élèves dévoués. D'autres participaient au financement.

Le gros poêle «godin» qui chauffait les classes, causait de temps en temps des soucis à Madame Pontus. Elle faisait alors appel à Monsieur GINOLIN qui venait remettre en fonctionnement l'indispensable source de chaleur.

Lorsqu'un local pour la gymnastique a été exigé, c'est Monsieur PONTUS qui a installé une cloison pour partager une salle et créer le local.

Ainsi a vécu une petite école qui aura contribué à l'instruction des jeunes d'Aulnay, de Livry, Sevran pendant plus de trente ans. ■



Élèves costumés.

ÉVOCACTION DU VIEUX SEVRAN.

Par Christiane RANOUIL.

Qu'ils aient 90 ou 50 ans, qu'ils soient garçons ou filles, pour tous les Sevransais d'origine, l'évocation d'une certaine petite boutique bleue « *LE VIEUX SEVRAN* » rend ces mots magiques. C'est « *LE SESAME OUVRE-TOI* » et les voici d'emblée entrés *DANS LA CAVERNE D'ALI BABA*.

Les visages s'éclairent, les sourires s'esquis-sent, le regard se fait lointain, nostalgique, une flamme s'allume au fond des yeux, ils ont six ans, ils ont huit ans, ils ont dix ans ! C'est une explosion de souvenirs. L'on pénètre à pas de loup dans la petite boutique. L'on entend le tintement bien particulier de la cloche. Voici les rayonnages de bois peints en rose sur lesquels s'alignent quelques livres.

L'on retrouve le goût des bonbons acidulés conservés dans les grands bocaux en verre tout en haut des étagères. Comme tous les enfants sont coquins, l'un deux, Freddy, m'a raconté prendre un malin plaisir à venir en acheter avec un copain; le premier se faisait servir et, lorsque la marchande était redescendue de son échelle après avoir replacé son bocal, le second demandait innocemment la même chose... et la dame, stoïque, remontait pour le servir. Il faut bien que jeunesse se passe...

Et le Zan en bâtons ou en rouleaux avec un petit bonbon de sucre rose ou vert au milieu, et les roudoudous que l'on achetait au sortir de l'école avec les quelques sous bien serrés au fond des poches. Que c'était bon à lécher tout en

sautant à cloche-pied sur le bord des trottoirs mal pavés.

Et les soirs de 14 juillet, quelle débauche de pétards, d'amorces, que l'on entendra claquer dans le soir, après la retraite aux flambeaux.

Et les farces et attrapes mises bien en évidence qui faisaient rêver les coquins le nez collé à la vitrine. Lequel serait le plus drôle ? Le fluide glacial ou le coussin péteur ?

Madame Eugénie ROBLIN dans le début des années vingt était maîtresse de ce petit domaine. Ce commerce situé au 8 de la rue d'Aulnay, où se trouvent maintenant les entrepôts du magasin Monoprix, n'était pas seulement le royaume des enfants. Il comportait aussi un rayon librairie-papeterie, mercerie-bonneterie. L'on y trouvait une marque de laine, *la laine du marin*.

Les générations se succédèrent dans la petite boutique. Dans les années 1940-45 les fillettes des années vingt allaient toujours chez Madame ROBLIN faire des achats plus sages tandis que leurs bambins continuaient la ronde. Puis vinrent les années 1950. Les enfants venaient toujours, mais la modernité arrivait. Si l'on aimait toujours les roudoudous et les farces et attrapes, un nouveau jouet fit son apparition dans la vitrine : *la petite voiture*.

Les enfants des années cinquante se ruinaient pour elle. Des années 1957 à 1963, des mamans se souviennent : Denise, Raymonde, et Odette qui raconte : *un jour, mon fils a vidé son porte-monnaie*

et a carrément dévalisé la boutique bleue. Il est revenu avec toutes les voitures de la boutique. Mais trop, c'est trop. Je lui ai fait retourner. Quel chagrin pour ce petit bonhomme ! »

Jusqu'à Monsieur MILLET, notre pharmacien de la place qui témoigne : « *Mon premier achat : une petite auto. Je l'ai achetée là vers 1955, avec un billet de cinq francs, le seul billet de ma tirelire. Je revois encore et la marchande, et l'auto, et le billet. »*

Des histoires comme celles-ci nous en trouverions dix, nous en trouverions cent ; mais la vie continue, elle change bien des choses. En juillet 1959, la petite

marchande qui allait sur ses soixante quinze ans, sans doute à regret, avait laissé sa clientèle. Germaine et Marcel MOISSON continuèrent la tradition jusque dans les années 1965 où la petite boutique bleue disparut dans les décombres de l'immeuble qui l'abritait. Il fallait agrandir le « PRINTANIA »...

Souhaitons que ces quelques lignes évocatrices du temps béni de l'enfance réjouissent le cœur de ceux qui l'ont connue et que, pour tous, elles restent le témoignage d'instant de vie tout simples, dont il est bon de garder le souvenir. ■



Sevrans — Rue d'Aulnay

Cette carte postale est postérieure à 1936 car l'on distingue au fond le nom du boucher : M. GAUDRY qui exerça de 1936 à 1950. En regardant bien l'on aperçoit à droite une pompe à essence ; il s'agit d'une pompe à main dépendant du commerce de Mme DEYNOUS, l'un des prédécesseurs de l'actuel Café-coiffeur DAHAN « Au Figaro ». En face a existé longtemps un marchand de volailles et fruits de grande qualité tenu par M. LALLEMENT.

Quelques notes sur l'EGLISE SAINT MARTIN de Sevrans

Il existe depuis très longtemps une église à Sevrans, qui serait une des plus anciennes paroisses du diocèse de Paris. Un testament vers l'an 700 mentionne la basilique Saint-Martin de Ceverent.

Gilles BOUDIN

L'église actuelle sur l'emplacement de la précédente a été construite vers 1550. La dédicace en a été faite le 1^{er} avril 1551.

Les registres paroissiaux conservés en Mairie remontent à 1644. Il y a environ 2 mariages par an entre 1644 et 1792.

Quelques personnages de la noblesse y furent baptisés :

Charles Louis d'ORLEANS, fils naturel de messire Charles Paris d'ORLEANS, le 19 décembre 1670

Les 4 enfants de Messire Nicolas CAGNIARD de la TOUR de 1781 à 1791

Pierre-Armand DUFRENOY, géologue et minéralogiste, ondoyé le 8 septembre 1792

ou se sont mariés :

Huggues du PUYSS et dame Anne CERON le 26.12.1672

Messire Jean Baptiste Henri de la NUX et dame Geneviève Sophie PATU des HAUTS-CHAMPS le 27 août 1789

ou ont été inhumés :

Messire Alexandre ARBOULIN le 16 mai 1781 (Plaque sur le mur de gauche au niveau du chœur, classée Monument Historique).

Le cimetière était autour de l'église (devant et côté sud). Celui route d'Aulnay a débuté en 1866. Le presbytère était à l'emplacement de l'actuel commissariat de police de 1850 (environ) à 1935.

On ne fait plus sonner les cloches à cause de la fragilité du clocher. Il y a actuellement deux cloches, fondues chez Chambon à Montargis et bénies le 18 mai 1881 :

Marie Emilie pesant 410 kg
Joséphine Louise pesant 297 kg

Elles ont remplacé une cloche nommée Thérèse, de 380 kg qui avait été bénie le 10 juillet 1766 avec deux autres : Hyppolite et Bonne, disparues à la Révolution en 1793.

Pendant la guerre de 1870-1871, l'église fut occupée par les Prussiens qui y firent de gros dégâts, brûlant les boiseries, les chaises, les stalles du chœur, pour se chauffer, l'hiver étant très rigoureux.

Pour faire face à l'accroissement de la population de la commune, les deux bas côtés sont ajoutés en 1936 (plaque au-dessus de la porte de la sacristie).

Les statues dans la nef sont des reproductions – sans doute en plâtre – de statue d'enfant Jésus et de Saint-Martin

Les fonds baptismaux, placés à droite du chœur, sont en marbre et datent du 18^{ème} siècle. Ils ont été offerts à la paroisse par Me d'ARBOULIN (cité plus haut).

Le chemin de Croix, peinture sur céramique, œuvre d'Hélen MAY, serait de 1953.

Quatre dalles funéraires provenant de l'église sont placées de chaque côté du portail :

A gauche, contre la porte, est celle d'un fils de Claude MERAULT, Seigneur de la fossée, décédé le 2 novembre 1610 (texte en partie lisible).

A droite, contre le mur, celle de Charles MAHEUX, Seigneur de Sevrans, décédé le 29 mai 1587, âgé de 73 ans (texte très effacé, dessin bien visibles en haut).

❖ **Parmi les vitraux :**

Au niveau de l'autel, deux vitraux dans les murs latéraux, 1 de chaque côté, donnés par Mme Louise COLLETTE de BAUDICOUR, veuve, de famille noble et fortunée, vivant à Sevrans depuis les années 1860 jusqu'à son décès en 1882, qui a créé l'Ecole des Sœurs (Ecole Sainte Agnès).

Au-dessus de l'harmonium, un vitrail du **Sacré Cœur** donné en 1900 par l'Abbé LAURENÇON, ancien curé de Saint-Joseph à Paris qui a vécu à Sevrans, avec sa mère durant sa retraite.



Dans le bas côté droit, proche du clocher, un vitrail de **Sainte Alice**, de 1900, donné par Alice LEGER. Agée de 11 ans, à l'époque, elle est la fille du notaire qui en revendique la propriété lors de l'inventaire de l'église, au moment de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

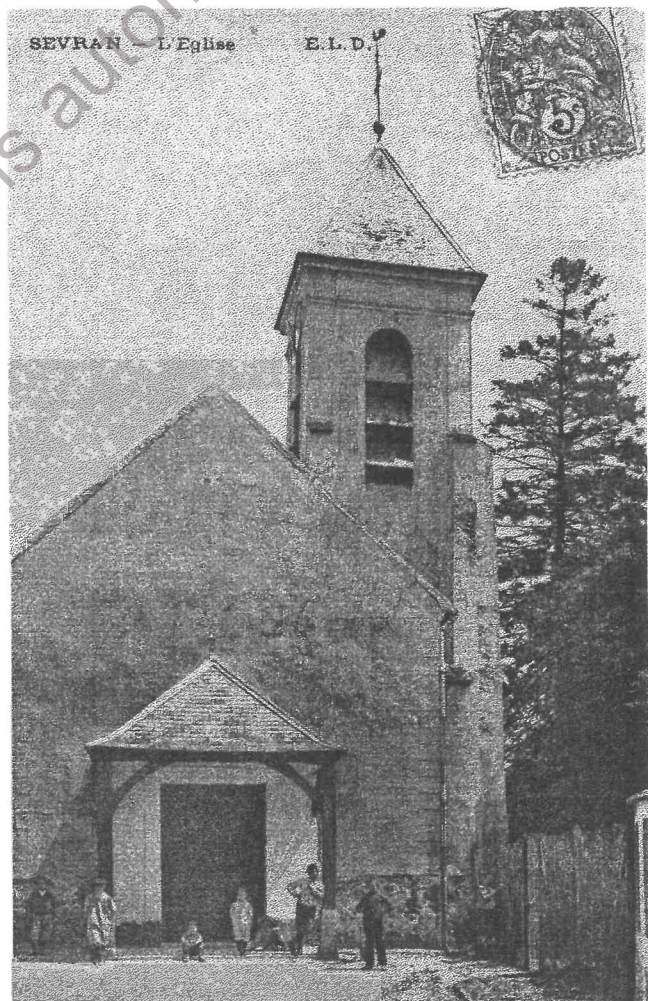
Sainte Alice, décédée en 1699, était la fille du Roi de Bourgogne. Elle devint reine d'Allemagne. Deux fois veuve, elle se retira dans un couvent. Elle est fêtée le 16 décembre.

Toujours dans le bas côté droit, un vitrail de **Saint-Camille** de 1900, donné par Camille Hervé. Cet homme est certainement propriétaire du fief de la Fossée à cette époque. Il demeurait à Paris. Ce fief est maintenant le conservatoire de musique et le parc Louis Armand.

Saint Camille de Lellis (1550-1614) était un solide soldat, un brin vagabond, qui, après avoir été chassé de l'armée, se convertit. Il fonda une congrégation pour soigner les malades abandonnés. Il est fêté le 14 juillet

Dans le bas côté gauche, on a un vitrail de **Saint Vincent De Paul** du même style que les trois précédents de 1900.

Saint Vincent de Paul (1581-1660) est le fondateur de congrégation des prêtres de la mission (LAZARISTES). Il est venu plusieurs fois à Sevrans, à la ferme de Rougemont, propriété des Lazaristes. De toutes ses œuvres, on a surtout retenu son action en faveur des plus pauvres, dont, les enfants abandonnés. Il est fêté le 27 septembre.



Dans la cour du presbytère, un **platane de 29 mètres de haut**, planté à la Révolution vers 1790, peut-être l'arbre de la Liberté.■

LA MAISON CANDA, Souvenirs d'école.

Les écolières des années 1936-1937 se souviennent de leur passage dans cette maison bourgeoise.

Par Christiane RANOUIL.

Elle faisait partie de ce qui était appelé depuis longtemps « La propriété Canda. », entrée dans la famille CANDA depuis 1839, elle fit l'objet d'un lotissement appelé « lotissement Canda » approuvé le 6 mai 1929. Plusieurs parcelles furent vendues par la suite, et le 24 août 1936 la mairie de Sevrans fit l'acquisition de bâtiments et de l'ancien jardin, le tout d'une contenance superficielle de 4.758 m². tenant :

Par devant : la rue des Ecoles, aujourd'hui rue Roger Le Maner.

Et par derrière la rue d'Aulnay, aujourd'hui rue du Général Leclerc. Plusieurs des bâtiments vétustes existant sur le terrain furent ensuite démolis, seule demeurera pour plusieurs années encore, la maison de maître qui servait déjà, lors de l'acquisition, de maison d'école.

La désignation en était alors la suivante : « Ancienne maison d'habitation ayant accès sur

la rue des Ecoles, élevée sur sous-sol d'un rez-de-chaussée divisé en plusieurs pièces, d'un étage comprenant plusieurs chambres . Grenier mansardé au-dessus. »

Cette maison méritera d'ailleurs que l'on se penche ultérieurement, plus amplement sur son histoire, l'un de ses possesseurs, membre de la famille CANDA, ayant été général d'Empire.

Aujourd'hui laissons tout simplement s'exprimer quelques écolières, Madame PICUR (Gilberte Racloz), Madame LACHICHE (Eliane Brun) Madame MAGNANI (émilienne NOWAK) qui sont ravies de se replonger au temps de l'insouciance.

Gilberte, approuvée par Lili, rassemble ses souvenirs :



En 1951, un mariage passe devant la maison CANDA.



Photo de classe prise à l'intérieur de la Maison CAND A.

« Vers les années 1936-1937, nous allions à l'école sur la place de SEVRAN, l'école s'appelait *L'école du Centre*. C'est l'école Crétier d'aujourd'hui.

Après il a été construit de petits baraquements en bois. Le C.P. était un petit baraquement en bois qui a été démoli depuis. Dans le fond il y en avait un deuxième.

A l'école du Centre le bâtiment en meulière hébergeait les garçons et les filles. D'un côté les garçons, et de l'autre côté les filles. Et, dans ce bâtiment en meulière il y avait sur le devant qui donnait sur la place, deux classes de filles ; c'était le cours complémentaire, l'année scolaire où l'on passait le brevet. L'école des garçons était disposée pareillement.

Au fond il y avait encore un bâtiment en meulière. Là il y avait deux cours supérieurs à l'époque ; deux cours supérieurs de filles et deux cours supérieurs de garçons qui faisaient le coin de la petite rue de la mairie et de la rue actuellement Le Maner.

Les directeurs d'école de l'époque étaient : Monsieur DOUZOUER et Madame BARCELOT, directrice des filles.

Sevrans s'étant agrandi, d'autres baraquements en bois virent le jour et c'est alors que les autres classes de filles. C.E.1, C.E.2., C.M.1 et C.M.2. la classe du certificat d'étude, occupèrent la propriété CAND A, que tous les enfants appelaient alors LE CHATEAU, ce bâtiment ayant vraiment belle allure. »

Dans cette propriété, les quatre classes furent donc installées, deux en bas et deux en haut ; les cloisons furent abattues pour faire ces salles de classes.

Dans chaque classe du haut, il y avait un petit cabinet de toilette correspondant, car bien sûr à l'origine il s'agissait de chambres. Ces cabinets de toilette changèrent donc d'usage pour servir de cabinets noirs aux élèves punies ...

Ces cabinets de toilette n'existaient bien entendu pas dans les classes du bas qui étaient plus vraisemblablement installées dans les salles à manger, salon.

Et, alors, derrière le bâtiment CAND A existait encore un baraquement en préfabriqué en bois qui faisait C.P. Ce bâtiment en bois donnait par derrière sur la route d'Aulnay, mais l'accès était quand même le long de la propriété, devant.

Les classes à l'étage gardaient encore un peu le style de chambres. Pour y accéder il y avait un très large et majestueux escalier. La maison possédait aussi une cave où était le chauffage au charbon. Ce chauffage n'a pas marché longtemps par suite du manque de charbon au moment de la guerre, et l'on nous a mis des poêles Godin dans chaque classe.

Je me souviens aussi, derrière les bâtiments, comme c'était la guerre, des tranchées creusées. Nous faisons souvent des exercices d'alerte, en attendant les vraies, et l'on déboulait dans ces tranchées, pleines d'eau, où l'on perdait chaussures et masques à gaz. C'était la pagaille complète ! Ces tranchées avaient été construites dès le début de la guerre, et servirent jusqu'en 1943.

La maison CANDA, comme toutes les maisons bourgeoises de l'époque, ne possédait pas de sanitaires. Il en fut construit un pour les institutrices sous le grand escalier en bas ; nous, nous étions obligés de sortir dehors où avaient été construits, sur le devant de la propriété, deux W.C. pour les enfants, avec des demi-portes comme il était d'usage alors.

Il n'y avait pas de cour de récréation dans la propriété, aussi aux récréations l'on traversait la rue pour venir jouer dans la grande cour. Toutes les activités se faisaient dans cette grande cour de l'école du Centre ou sous son préau.

Dans les classes nous avions alors comme maîtresses : Mme MALBOT, Mme BRULE, Mlle MAURY, Mme PASQUIER. Dans la classe du C.P., au fond, la maîtresse s'appelait Mme PUYJEBERTIE. »

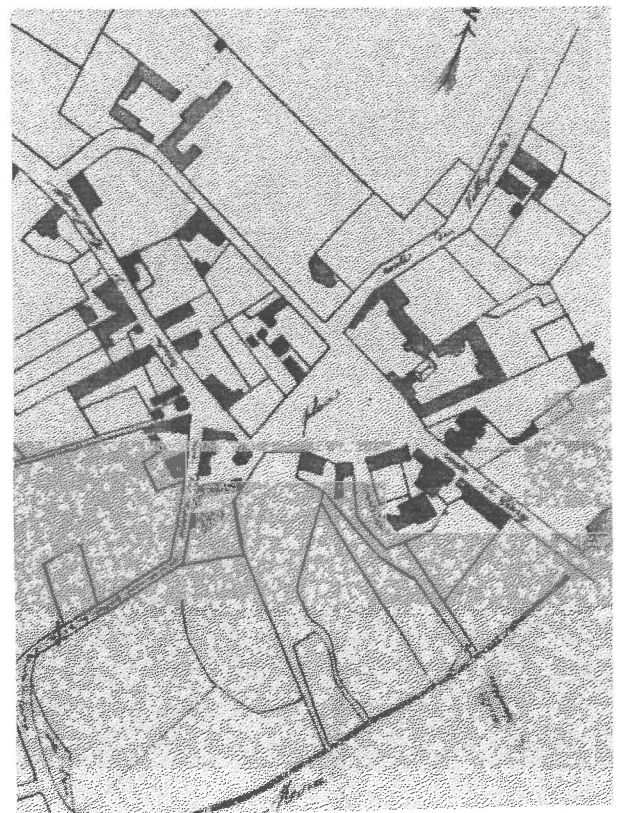
Ici intervient Emilienne : « l'évocation de Mme BRULE me rappelle bien des souvenirs. A la rentrée d'octobre 1933, moi, j'arrivais de Pologne ne sachant ni parler ni écrire le français. Ce fut ma première institutrice, et pour elle-même sa première classe. J'avais alors neuf ans et me retrouvais avec les petits. On ne parlait pas encore de C.P. je crois à l'époque. Grâce à son enseignement, sa grande attention et son soutien à mon égard,

l'année suivante je sautais une classe et restait avec elle qui montait en grade. Nous sautâmes encore une fois toutes deux une classe et c'est ainsi qu'en 1936 je me retrouvais aussi au CHATEAU. J'eus ensuite également comme maîtresses, Mmes MALBOT et PASQUIER. Puis, après le certificat je quittais l'école pour suivre des cours de couture à Paris. »

Gilberte reprend :

« Après 1943 nous sommes retournées dans l'école du Centre de devant « dans la classe où il y avait l'école supérieure première année, le C.C. 1ère année, le C.C. 2^{ème} année où l'on passait son brevet, mais la maison CANDA servit encore pendant un bon moment d'école. »

Madame BARCELOT, la directrice de l'école des filles semble avoir marqué la mémoire des fillettes d'alors qui se la rappellent arrivant d'un air solennel avec tous les carnets serrés sur sa poitrine, coiffée d'un grand chapeau vert, emmitouflée dans un éternel châle, jusqu'au nez, même en été ! Laissons les ici rire sous cape : elles ont retrouvé leurs dix ans... ■



Plan du centre autrefois.

Sur le chemin de l'école

Par Maurice COUSIN

A propos d'écoles, il n'y avait à l'époque que deux groupes scolaires laïcs – le groupe du Centre, maintenant dénommé école Crétier, pour les enfants habitants au « nord » du canal, le groupe Victor Hugo pour ceux situés au « sud » (encore un facteur de distinction séparative) – et un groupe scolaire privé catholique, l'école Sainte Agnès route d'Aulnay (maintenant avenue du général Leclerc).

Mon lieu d'habitation me destinait de fait à fréquenter l'école du Centre. Je pouvais emprunter trois chemins pour aller de mon domicile à l'école :

Soit par la route d'Aulnay que j'empruntais plus rarement (le passage des champs, près du cimetière était un endroit assez venté et surtout glacial en hiver. Il n'était pas rare de voir les lignes électriques au sol, les poteaux en bois ayant éclatés par le gel) ;

Le second trajet que je prenais parfois (pour me désaltérer à la source) empruntait la « rue de l'Amicale » qui aboutissait au « Pas bîleux » et à la rue Danton (et à sa suite l'avenue de la concorde) ;

Enfin le dernier des trajets que j'empruntais le plus souvent était dénommé « le petit chemin ». Il existe toujours sous le nom de « sente de Rougemont », mais une grande partie de son parcours a changé d'aspect délimitant maintenant l'ensemble immobilier, derrière la poste et l'allée Racine, ce qui était à l'époque des champs de labours de la « ferme Rolland ».

Le début de cette sente se situe près de l'embranchement de la route d'Aulnay (avenue du Général Leclerc) et de la rue de l'Amicale (rue du Colonel Fabien), où son accès d'entrée est enserré entre deux hauts murs d'habitations qui la rend peu visible (encore de nos jours). A son autre extrémité, la sente débouchait rue des Pâquerettes (maintenant rue Gaston Lévy)- au niveau où elle fait une bifurcation en angle droit –. Sur

toute la longueur du petit chemin partie gauche, se succédaient des murs de clôture, ou de bâtiments, des propriétés de la rue de l'Amicale, qui était parallèle à la sente, et de ce fait rendait cette partie entièrement close. Sur sa partie droite, faisant suite au mur du bâtiment d'entrée, un vieux mur, « déclôturé », écorné, d'un petit « parc » boisé d'une propriété de ferme, où habitait un personnage devenu légendaire pour Sevrans, suivait le « stand de tir » des Chevaliers de l'Arc Sevransais, Compagnie d'archers, une des plus vieilles associations sportives de la commune. L'aire de tir s'étendait en allée ouverte entre deux alignées de vieux arbres qui formaient une bonne protection contre les tirs maladroits.

Passé le stand, nous abordions l'enclave des champs de grosse culture cités ci-dessus. Au niveau du point de sortie de la sente le champ présentait un renforcement, ce qui rallongeait quelque peu le chemin si on ne suivait normalement le contour, mais que beaucoup d'usagers négligeaient d'emprunter en coupant au plus court à travers la terre de culture, traçant obstinément par leurs passages fréquents une piste infertile, malgré l'acharnement également obstiné de la fermière à faire labourer et ensemercer chaque saison ce petit raccourci pour « gens pressés » pourtant très cahoteux.

Après avoir débouché du « petit chemin », mon parcours se poursuivait le long de la rue des Pâquerettes (Gaston Lévy) qui se terminait en cul de sac sur une parcelle en friche (où a été construit l'actuelle avenue Henri Dunant). Un passage étroit entre deux propriétés dont sur la droite celle d'une épicerie, nous permettait de gagner sans détour la rue des Ramiers en face de la « rue des Cigales » (devenue rue Jean Cayet) et l'avenue de l'Aurore.

■

Quelques maîtres de jadis

Par Maurice COUSIN

Quand, avec Jacques Mortureux, nous nous remémorons les instituteurs de l'école du Centre, un nom me revient en particulier, celui de Monsieur BONNIEZ qui fut mon principal maître du temps que j'ai passé à l'école primaire à Sevrans.

Il ne fallait pas trop « blaguer » à cette époque, la discipline était de rigueur, et encore moins avec Monsieur BONNIEZ, car la patience passive n'était pas son fort.

Lorsqu'un élève était appelé devant son bureau pour avoir fait une « bêtise », on savait ce que cela voulait dire... Il devait montrer sa main les doigts réunis en l'air pour recevoir quelques bons coups de règle... Et si l'élève (souvent toujours les mêmes) avait le malheureux réflexe de baisser le bras pour que la règle ne tape que le bord du bureau, au deuxième ou troisième essai le prof lui attrapait, agacé, le poignet pour l'immobiliser et s'ensuivait une rapide bastonnade.

Le jour où le professeur de chants et solfège – Madame « POILEU » (j'ignore si l'orthographe est exacte) faisait son cours, Monsieur BONNIEZ se retirait discrètement dans le couloir, mais il jetait de temps à autre son œil par la petite vitre de la porte de classe.

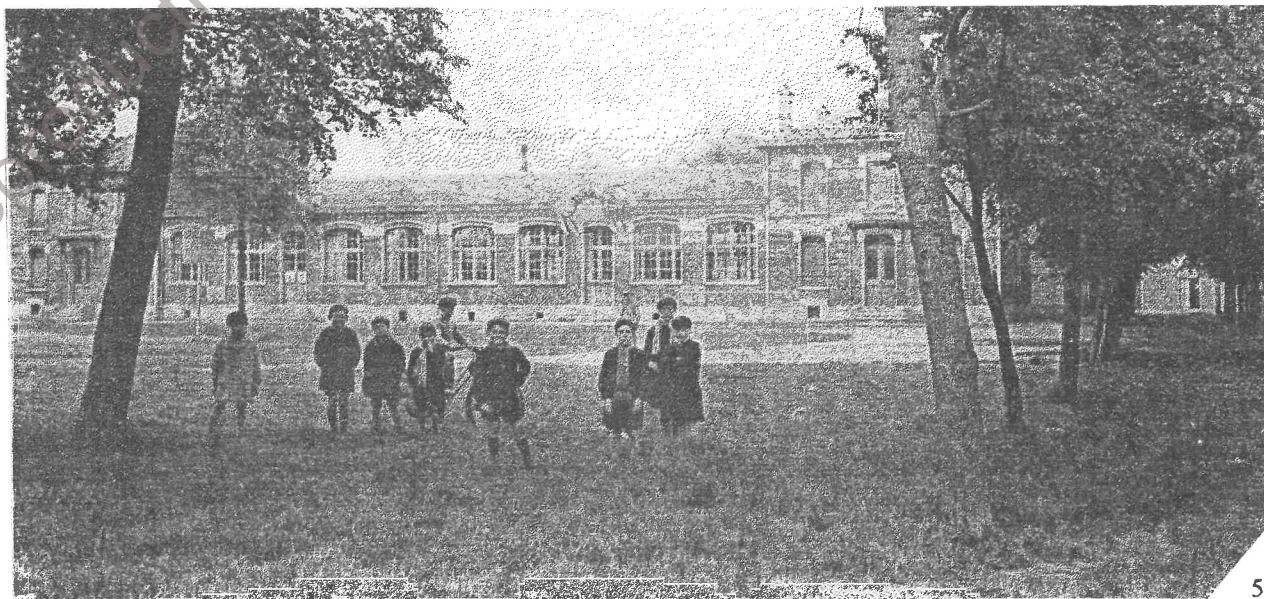
Par temps froid la prof portait un manteau de fourrure qu'elle suspendait à la crémone d'une fenêtre, qui, ce jour là se trouvait tout à côté de mon siège.

Il faut avouer que ce n'était pas le cours qui passionnait la majorité de la classe peu enclin à s'éclaircir leurs voix éraillée.

Aussi afin de mettre quelques notes plus distrayantes, je n'avais rien trouvé de mieux que de faire le singe avec le manteau de fourrure, lorsque la prof avait le dos tourné, pour faire rire mes camarades... Soudain la porte de classe s'entrouvrit et une voix m'appela sèchement « Cousin – viens ici ! » ... Oh, là, là ! J'arrive tout penaud dans le couloir où il me dit « je vais t'apprendre à amuser la galerie ! ... et, pan... je reçois un coup de poing sur l'estomac qui me fait faire un « ouf ! » autant de surprise que du souffle coupé... et, maintenant « retourne à ta place » me dit-il.

Je n'ai en fait fréquenté l'école à Sevrans que peu d'années. Etant arrivé en 1935, 1936 fut ma première année d'école – année du décès de mon arrière grand-mère. En juin 1938, je passais mon certificat d'études primaires (CEP). En 1939, je faisais une première année de Cours Complémentaires pour le Brevet, année de la déclaration de guerre. Puis ce fut le décès de mon arrière grand-père. Je dus alors, par force, arrêter le cycle de mes études, avec l'exode et ce qu'il en a suivi (compte tenu aussi qu'étant seul avec ma mère infirme et sans ressources, je devais trouver un emploi rémunérateur).

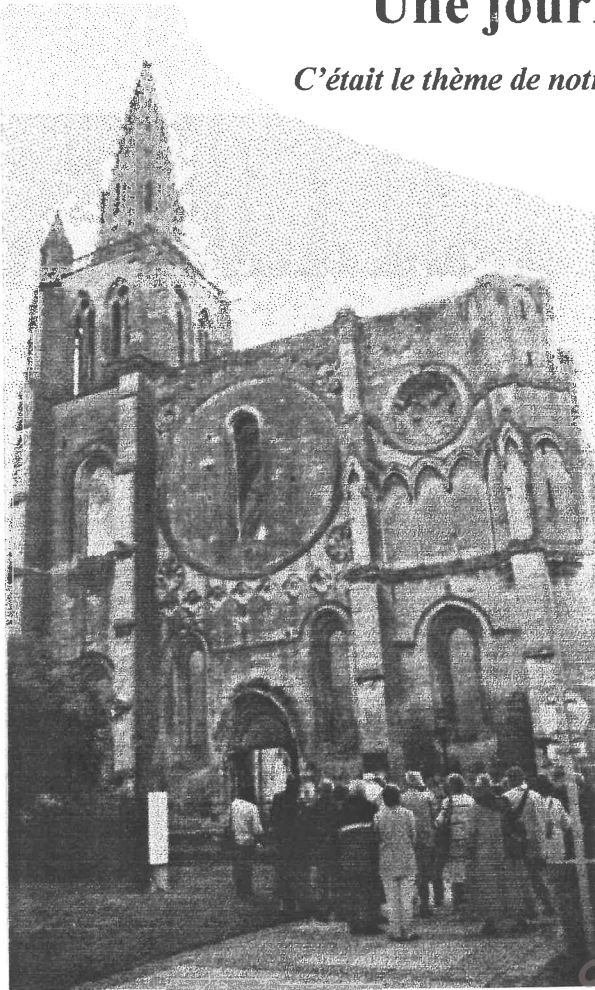
D'autres noms et images cités m'ont également ravivé quelques flashes souvenirs, par exemple Monsieur VARRENNES, qui était un instituteur d'un caractère d'évidence plus « cool » . ■



SEVRAN (S.-et-O.) — La Place - Les Ecoles

Une journée en Valois

C'était le thème de notre sortie du mois de Juin 2001.



Un guide amoureux de son sujet nous a fait découvrir, tout au long d'une belle journée dans le Valois, d'impressionnants édifices où l'art gothique a commencé d'éclipser le roman.

Au musée de l'archerie, nous avons pu observer, entre autres, des pièces venant de la compagnie d'arc de Sevrans : le vase du bouquet provincial de 1921 une écharpe de Roi et une d'Empereur.



Quelques sources pour l'histoire locale sevranaise :

Les Annales de Sévrans par H.E. LAMAILLE (1890), et le manuscrit de leur 2^{ème} édition revue et augmentée (1900) aux Archives Départementales,
Le mémoire de l'instituteur GOFFINET aux Archives Départementales,
Les Registres paroissiaux, Listes électorales et Recensements aux Archives Départementales,
Le Cadastre de Sevrans aux Archives Départementales,
Les Registres paroissiaux et d'Etat-civil en Mairie et aux Archives Départementales,
Les Registres paroissiaux de Saint Martin de Sevrans,
Les archives de la fabrique aux Archives Départementale de Seine-Saint-Denis,
Les Délibérations du Conseil Municipal aux Archives Communales,
« Sevrans, Villepinte, Tremblay, Roissy dans le passé » par E. SOITEL, Ed. Notre Contrée 1976,
« Le Patrimoine des communes de Seine Saint-Denis », Ed. Flohic 1994,
« La Résistance à Sevrans » par Louis BLESY,
« La Résistance en Seine-Saint-Denis » par Joël CLESSE et Sylvie ZAIDMAN 1994,
« L'abbé Jacques LASSAILLY », ouvrage de la Société du Vieil Argenteuil,
La Revue « Prions en Eglise »,
Les Bulletins « En Aulnoye jadis » de la Société Historique du Raincy et du pays d'Aulnoye,
Les Revues publiées par la Société de l'Histoire et de la Vie à Sevrans,

...

Les articles de cette revue sont le fruit des recherches de Christiane Ranouil, Gilles Boudin et Jacques Mortureux assistés de quelques autres membres de notre Société de l'Histoire et de la Vie à Sevrans, tel Maurice Cousin qui nous a confié quelques passages de son livre de souvenirs en préparation.

A eux tous, j'exprime ici, encore une fois, les plus chaleureux remerciements. Jean-Pierre Ferrand